



L'ESPERLUETTE

Bureau de dépôt -
Bruxelles X
P701162

bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

Trimestriel du CIEP | MOC

n° 109 - Juillet - Août - Septembre 2021



RACISTE MALGRÉ MOI ! ENSEMBLE, DÉCONSTRUISONS LE RACISME STRUCTUREL

Scratch and Win : l'égalité n'est pas un jeu de hasard !

Fashion For Inclusion ou la mode au service du durable et de l'inclusion sociale



Le Centre d'Information et d'Éducation Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO et le Bagic.

*L'Éducation permanente est notre quotidien
la formation notre spécialité.*

CONTACT:

Centre d'Information et d'Éducation Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579 – 1030 Bruxelles
Tél.: 02.246.38.41-43 • Fax: 02.246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

COMITÉ DE RÉDACTION : Christine STEINBACH, Graziella FORTINO, France HUART (coordination), Zoé MAUS, Anne-France MORDANT, Florence MOUSSIAUX, Nicole TINANT

SECRÉTARIAT : Francine BAILLET, Lysiane METTENS

ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO : Stéphanie BAUDOT, Malika BORBOUSE, Géraldine DÉZE, Eттаoufik FATHI, Patrick FELTESSE, France HUART, Tiffany LESCEUX, Florence NOTTÉ, Nicole TINANT, Anne REYNAUD, Christine STEINBACH

PHOTOS: Anne COLLARD, Jérémie CORNÉLIS, France HUART, ZOÉ MAUS, Lysiane METTENS, Marie-Hélène TOUSSAINT

CIEP COMMUNAUTAIRE : tél : 02.246.38.41, 42, 43 – fax : 02.246 38 25
Courriel : communautaire@ciep.be

ÉDITEUR RESPONSABLE : Christine STEINBACH – Chaussée de Haecht, 579
1030 Bruxelles

Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

Le 25 mai 2018, le Règlement général sur la protection des données (RGPD) est entré en application. Son objectif est de mieux protéger l'utilisation des données personnelles. L'Esperluette du CIEP s'engage à stocker vos données de manière sécurisée, sans les partager avec des tiers. Vous pouvez en permanence vous désabonner, demander la rectification de vos données en cas d'erreur ou en demander la suppression en vertu de votre droit à l'oubli.

Pour toute question concernant l'utilisation de vos données, n'hésitez pas à nous contacter : communautaire@ciep.be



& Reportage

ÉDITORIAL

Solidarité et communauté de destin 3

ANALYSE

RACISTE MALGRÉ MOI ! Ensemble, déconstruisons le racisme structurel
– Introduction 3
– Un racisme insidieux et transversal dans l'emploi 6
– La Fabrique des Solidarités, un projet d'éducation permanente féministe pour lutter contre le racisme 8

MOUVEMENT EN CAMPAGNE

– *Scratch and Win* : l'égalité n'est pas un jeu de hasard ! 11
– Inégalités programmées : capitalisme, algorithmes et démocratie 12
– *Fashion For Inclusion* 13
– La société civile et la décolonisation de la coopération au développement 14

EN RÉGIONS

– Quinzaine décoloniale à Mons 16
– *Le Congo mis en cases*. Une relecture de nos liens avec l'Afrique 17
– *Mycélium* pour réfléchir sur la démocratie participative 17
– *Accroche informatique* à Liège 18
– Les minorités à l'écran : un scénario mal ficelé ? 18
– *La voix est libre* à Virton 18
– *Euréka*, un projet de remobilisation citoyenne 19

VIE DE L'ISCO

Un BAGIC à Liège 20

EN BREF

– *Un cœur en commun*. La belge histoire de la sécurité sociale 20
– Vers une « vie normale » ? 22
– *Au travail ! Colonisateurs et colonisés au Congo belge : entre exploitation et résistance* 22

DATES A EPINGLER 23

FICHE PÉDAGOGIQUE

Diagnostiquer le « racisme structurel » dans son cadre professionnel

Christine STEINBACH ◆ Directrice du CIEP-ISCO communautaire

Solidarité et communauté de destin

L'été 2021 laissera des traces dans la mémoire collective. C'est peu dire qu'il a été éprouvant ! Juste au moment où l'on rêvait de souffler, de profiter de l'allègement des mesures de confinement, de se projeter dans la vie « d'avant la pandémie », les eaux se sont déversées avec une brutalité inédite, entraînant tout sur leur passage, dans plusieurs provinces du pays. Des centaines d'habitations et tout ce qu'elles contenaient détruites. Des morts. Des entités dévastées et des vies ruinées. En majorité, des vies qui étaient déjà fragilisées, des habitations qui étaient déjà vétustes, mal situées.

Au même moment, le pourtour du bassin méditerranéen s'est trouvé aux prises avec des incendies gigantesques, des feux dévorant tout sur leur passage et là aussi, des morts, des vies et des environnements ruinés, des services collectifs souvent pris au dépourvu, insuffisamment équipés, harassés. Peu après, Haïti subissait une nouvelle fois un séisme ravageur suivi d'un ouragan.

Et pendant ce temps, l'autre nouvelle de juillet, c'était le voyage dans l'espace de milliardaires apparemment convaincus d'avoir anticipé la solution à tous nos problèmes. Puisque la terre prend de plus en plus l'allure d'un dépôt explosif irrespirable, il n'y a qu'à coloniser une autre planète. Ces sauveurs du monde se voient déjà les heureux actionnaires de gigantesques cités bâties à l'ombre de souterrains oxygénés, sans doute avec un faux ciel et des arbres artificiels abritant une faune mécatronique pour égayer les rêves

d'une humanité « augmentée ». Bien sûr, cette perspective ne concerne que peu de monde en réalité, disons que ce sera pour ce petit monde qui appartient à ce qu'on appelait autrefois le « beau monde ». Et pour être honnête, quand j'ai appris cette nouvelle, je me suis dit « *Bon vent ! Mais payez vos dettes avant* ». Seulement voilà, si ces milliardaires payaient ce qu'ils doivent en impôts, on peut parier que leur fusée ne serait pas encore construite et qu'ils seraient forcés de regarder en face ce qui nous arrive au lieu de pratiquer la fuite en avant dans le cosmos.

Mais il s'est produit encore autre chose cet été. Dans les heures qui ont suivi les inondations, des habitant.e.s de Belgique, femmes et hommes, de toutes origines, venu.e.s de Flandre, de Wallonie, de Bruxelles, qui à vélo, qui en train, qui en camionnette, ont pris la route pour venir en aide à leurs concitoyen.ne.s en détresse. Armée de pelles et de raclettes, apportant des victuailles et des vêtements, faisant circuler les infos et les demandes sur les réseaux sociaux, c'est toute une population qui, par-delà son hétérogénéité, s'est sentie une communauté de destin et a su déployer un faisceau de solidarités chaudes si essentielles dans les coups durs.

J'ai pensé à l'anthropologue Margaret Mead, dont un étudiant lui avait demandé quel était le premier signe d'une civilisation. Et pour elle, le premier signe de civilisation dans une culture ancienne était un fémur brisé qui avait guéri. Parce qu'un animal qui se brise le fémur est condamné. Il mourra de faim ou sera dévoré, l'os prenant trop de temps à guérir. À moins que quelqu'un prenne soin de lui, courant le risque de s'attarder, de veiller, de ramener de la nourriture pour lui permettre de guérir. Pour l'anthropologue, la civilisation commence dans la capacité à aider un être en difficulté.

La catastrophe des inondations a suscité un vaste élan de solidarité. Aujourd'hui, les victimes sont confrontées à l'impitoyable logique du marché, qui fait monter les prix des biens essentiels, tels les logements, au moment

où le besoin pressant devrait forcer exactement la logique inverse. Il faut passer à la vitesse supérieure, transformer cet élan en une mobilisation énergique pour imposer ce retournement, refuser de se laisser broyer par cette machine qui ne doit rien au climat mais contribue au contraire à en dérégler le fonctionnement. Ce sentiment d'appartenance à une communauté de destin qui a manifestement soutenu l'effort, c'est maintenant plus que jamais qu'il faut le nourrir pour exiger justice : justice sociale, justice fiscale, justice climatique. ●



RACISTE MALGRÉ MOI !

ENSEMBLE, DÉCONSTRUISONS LE RACISME STRUCTUREL

Tiffany LESCEUX et Nicole TINANT ♦ Permanentes au CIEP communautaire

Introduction

En septembre 2021, le CIEP lance sa campagne d'éducation permanente « *Raciste malgré moi. Ensemble, déconstruisons le racisme structurel !* » avec la Cellule Diversité de la FEC-CSC, en association avec les organisations constitutives du MOC. Hérité du passé, le système de domination structurel capitaliste, patriarcal et raciste dans lequel nous vivons transpire quotidiennement dans le mode d'organisation de notre société. Comme toute vocation d'un système, il vise à se perpétuer indépendamment de l'intention individuelle de ceux et celles qui œuvrent activement à le transformer. Depuis des années, le MOC et ses organisations luttent contre la triple domination capitaliste, patriarcale et raciste. Cette campagne vise à mettre l'accent sur la domination raciste, beaucoup plus invisibilisée dans notre société et dans notre mouvement.

Racisme ? De quoi parle-t-on ?

Nurhan voit sa candidature dans une agence de voyage non retenue à cause de ses origines turques. Jamal envoie deux CV identiques dans un hôtel bruxellois, l'un avec son vrai nom l'autre en changeant d'identité. Le second a été rappelé très rapidement, jamais le premier, l'hôtel a du mal à se justifier. Justin, agent immobilier, condamné pour avoir refusé de faire visiter un logement car le propriétaire ne souhaitait pas louer à des personnes « de couleur noire ». Lamine est orienté vers l'enseignement technique par son conseil de classe alors qu'il souhaite continuer en général, et en a les capacités. Pour rester dans le général, il devra changer d'établissement. Luc, policier, appelé régulièrement bougnoule, macaque, nègre par ses collègues de travail. Thomas, inspecteur principal poursuivi dans deux affaires pour violence raciale. Samira ridiculisée alors qu'elle porte plainte pour violence conjugale. Naomi, victime d'une intoxication au paracétamol, morte de n'avoir pas été prise au sérieux par deux opératrices du Samu en France qui la raillaient alors qu'elle agonisait. Samir soumis au travail reçoit continuellement de propos « piquants », dévalorisants, « racistes »... s'angoisse, s'épuise, déprime au point de faire un burn-out.

Ces témoignages ne sont que quelques exemples des manifestations du racisme dans notre société. Aucun secteur n'est épargné : l'emploi, le logement, la santé, l'enseignement, les médias,

etc. Ces discriminations sont parfois visibles, souvent invisibles, insidieuses, cachées au sein de règles, de procédures, de pratiques, d'habitudes, etc. Qu'ils soient intentionnels ou non, ces actes et ces propos impactent durablement les personnes qui en sont victimes, dans leur quotidien, leur santé et leurs projets.

Racisme et discriminations peuvent prendre deux formes qui vont se nourrir mutuellement et constituer un cercle vicieux : racisme primaire/discrimination individuelle et discrimination structurelle. On parle de racisme primaire et de discrimination individuelle lorsqu'il s'agit d'insultes, de moqueries, de violences, etc. facilement identifiables et visibles. Cette forme de racisme est largement combattue par la loi et par de nombreuses citoyen.ne.s. La discrimination structurelle trouve son origine dans l'organisation de la société (structures étatiques, privées, dans les ROI, etc.), mais aussi dans les valeurs, modes de pensées, pratiques, qui perpétuent des inégalités structurelles sans que ce ne soit nécessairement intentionnel ou manifeste.

Le racisme est donc structurellement ancré dans notre société et il n'est pas l'apanage de l'extrême de droite ou de franges de la population peu éduquées : nous sommes au contraire tous et toutes concerné.e.s, « malgré nous ».

Un système hérité du passé

Ce système, né bien avant nous, citoyen.ne.s belges de 2021, est un héritage relié au contexte historique de domination. Le processus a émergé il y a plusieurs siècles avec la construction et la hiérarchisation des prétendues races¹ et leurs conséquences (expériences, massacres, esclavage, colonisation, etc.). Parallèlement, un imaginaire a été construit par des experts pour justifier l'infériorisation des peuples (zoos humains², propagande coloniale, etc.) et surtout leur domination et leur exploitation, ainsi que celle de leurs terres et matières premières. À partir de cette construction, la société s'est structurée autour d'une norme « blanche » (terme qui désigne une personne non racisée), qui a progressivement imprégné les structures sociales, la culture, le vocabulaire, la littérature, etc. Aujourd'hui, être racisé.e ou ne pas l'être impulse une expérience sociale différente. Certain.e.s subissent violences et inégalités du seul fait d'être exclu.e.s de « la norme », alors que

celles et ceux qui rentrent dans cette norme jouissent de toute une série de facilités et de privilèges.

Pourquoi parler de personnes blanches et racisées ?

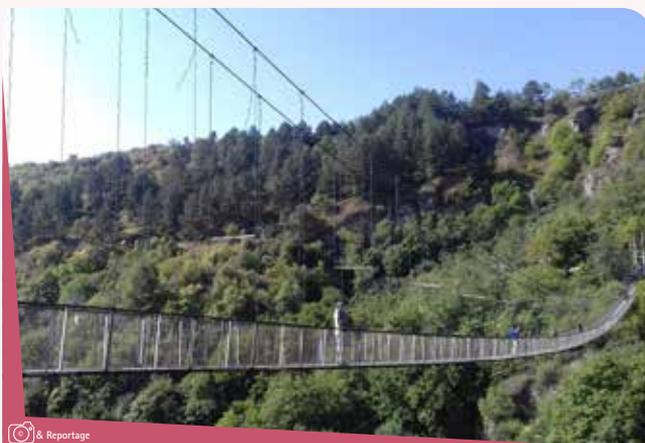
Utilisés par le milieu antiraciste belge en général, ces termes permettent d'étudier justement le racisme sous sa forme structurelle : ils expriment la « racisation » par autrui, par le regard et les attitudes des autres et désignent des personnes renvoyées à une appartenance (réelle ou supposée), à un groupe ayant subi un processus de construction sociale. Si la race biologique n'existe pas, il existe bien une construction sociale qui discrimine des groupes et des individus, qui font l'objet d'une racisation.

Nous utilisons donc les termes de « personnes racisées » et « personnes blanches³ » pour mieux comprendre les mécanismes en place, les visibiliser, les dénoncer et les déconstruire. Ils n'ont pas vocation à enfermer les personnes ainsi désignées, ni à faire une différence sur base de la couleur de peau.

Agir en allié.e et complice

Un.e allié.e est une personne qui ne subit pas une oppression mais qui en a conscience et va s'associer aux victimes pour combattre ensemble le système. Devenir un ou une allié.e se joue à la fois aux niveaux individuel et institutionnel.

Au niveau individuel, il s'agit tout d'abord de prendre conscience de sa position dans le système et de ses privilèges, en lisant, s'informant, et en écoutant les personnes racisées nous



& Reportage

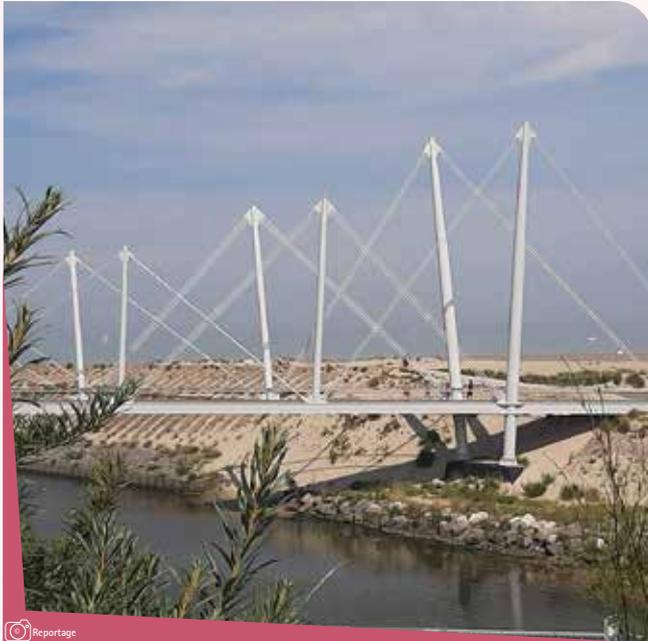
partager leurs expériences. Durant la campagne « *Raciste malgré moi* », de nombreux outils sont mis à disposition pour y parvenir⁴. Mais la position d'allié.e est aussi une position de retrait, qui nécessite de ne pas prendre la place des personnes concernées : ne pas parler à la place de l'autre, ne pas infantiliser, ne pas prendre toute la place lors de discussion, débat ou passage dans les médias, etc. Enfin, c'est accepter d'être dans des positions d'inconfort. « *En résumé, être allié.e c'est accompagner dans une lutte, se remettre en question, réfléchir* ». Mais on peut aller encore un pas plus loin, en devenant complice. « *Être complice, c'est agir. Ce n'est donc pas rapporter des situations d'actes/paroles racistes aux personnes racisées, mais c'est expliquer comment on a réagi face à telle ou telle situation. Les personnes racisées savent que le racisme existe et ce depuis longtemps. Ce qui est intéressant, c'est ce que nos complices ont mis en place pour contrer ces situations racistes* »⁵.

Des actions dans les régions CIEP

- **À Mons** : deux workshops seront organisés pendant la quinzaine décoloniale : le 3 novembre sur le logement et l'emploi ; le 6 novembre sur l'enseignement et la police.
Infos : Doris Pipers Mail : d.pipers@ciep-hainautcentre.be
- **Au Luxembourg** : une conférence suivie d'ateliers le 21 décembre en collaboration avec le CriLux.
Infos : Antonin Thomas Mail : a.thomas@mo Luxembourg.be
- **À Namur** : une animation « porteur de paroles », une conférence organisée dans une Haute École de Namur, une balade décoloniale et des visites de l'exposition « *Le Congo en cases* » au Musée africain en septembre. En synergie avec les services du MOC, un processus sera mis en œuvre pour recueillir les besoins dans les différents groupes, déterminer les enjeux prioritaires et envisager des actions collectives. .
Infos : Thérèse Willot Mail : therese.willot@lilon.be
- **En Wallonie Picarde** : trois conférences dans les musées des Beaux-Arts de Tournai, du Folklore à Mouscron et à Ath, pour explorer le lien entre culture, racisme et colonisation.
- **À Tournai**, un parcours décolonial dans la ville, en partenariat avec le PAC. Mise en œuvre d'un processus de formation.
Infos : Maxime Dogot Mail : maxime.dogot@ciep-wapi.be
- **À Charleroi** : une vingtaine d'animations dans les écoles secondaires (4, 5 et 6e années) et autres processus de formation (Haute École, ...), des actions de sensibilisation à la décolonisation dans l'espace public, une exposition et des animations sur la triple domination au musée du capitalisme, réalisation et dépôt d'une motion « Ville antifasciste et antiraciste » à la Ville de Charleroi.
Infos : Hassan Varis Mail : hasan.varis@moc-ct.be
- **Au Brabant Wallon** : le racisme structurel sera travaillé dans le cadre d'un processus de formation en promotion de la citoyenneté et de l'interculturalité. Les interventions seront podcastées par Radio 27.
Infos : www.ciepbw.be
- **La Cellule Diversité de la FEC-CSC** : des actions concrètes en entreprise sont envisagées⁶.

Être allié.e se pratique aussi au niveau institutionnel, en engageant son association ou en changeant les pratiques professionnelles. Il s'agit, par exemple, de réduire les inégalités au sein de sa structure en engageant des personnes racisées, mais aussi en créant un environnement « safe » : si des personnes racisées sont

engagées, l'environnement de travail doit être adapté. Il faut donc faire de leur lieu de travail un endroit où les rapports de domination raciaux n'auront pas lieu. Mais il s'agit également de rémunérer et visibiliser l'expertise des personnes racisées, en laissant sa place face aux médias par exemple, ou en exigeant que l'État finance les associations de personnes racisées. ■



Reportage

Pour plus d'infos sur la campagne, contactez :

- Responsable campagne CIEP communautaire : Nicole Tinant (nicole.tinant@ciep.be)
- Responsable Cellule Diversité de la FEC-CSC : Malika Borbouse (malika.borbouse@acv-csc.be)

1. Ce n'est évidemment pas une réalité biologique mais une construction sociale, politique et culturelle.
2. Voir l'exposition créée pour relater l'histoire de ces zoos humains et leurs conséquences sur la vision que les Occidentaux ont eu d'autres peuples (www.zoohumains.be) et le reportage « Exhibitions ou l'invention du sauvage » de l'émission *Dessous des cartes* (ARTE France Développement, 2015) (en ligne) <http://malle-ensemble.org/spip.php?article337> (Voir article page 16).
3. Cette logique est la même pour la norme hétérosexuelle ou le patriarcat : la société a historiquement été pensée par et pour les hommes, par et pour les blancs, par et pour les personnes valides... (*Racisme, Comprendre pour agir. Outil méthodologique*, Vie Féminine, Bruxelles, 2018).
4. www.ciep.be > rubrique campagne de l'année > outils
5. Postface de Betel MABILLE dans Nicolas ROUSSEAU, *Être blanc le confort de l'ignorance*, BePax (en ligne) www.bepax.org/files/files/etudes/BePax-Etude-Etre-blanc-he-le-confort-de-l-ignorance.pdf
6. Voir article de Malika Borbouse dans ce numéro (pages 6-8).

Malika BORBOUSE ◆ Responsable de la Cellule Diversité de la FEC-CSC

Un racisme insidieux et transversal dans l'emploi

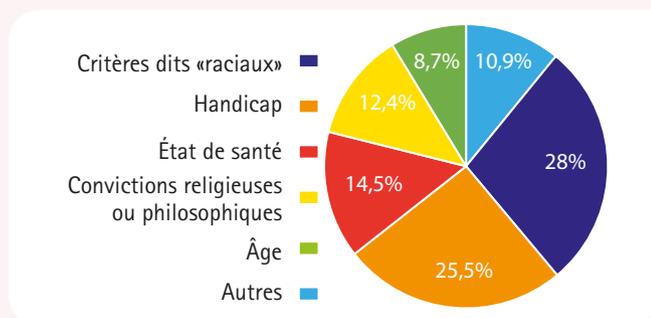


Depuis 2008, la *Cellule Diversité* de la FEC-CSC est missionnée pour lutter contre les discriminations au travail et dans la recherche d'un emploi, en réalisant des outils accessibles pour les délégué.e.s, les militant.e.s et les affilié.e.s, des vidéos sur les réseaux sociaux et en proposant des formations dynamiques et interactives. Par ailleurs, l'équipe de permanent.e.s accompagne les comités syndicaux désireux d'avancer concrètement sur des questions de discrimination et de racisme dans leur entreprise. Enfin, la Cellule récolte les signalements de discriminations des affilié.e.s et, preuve à l'appui, porte le dossier le plus loin possible pour obtenir préférentiellement un accord avec l'employeur, voire des indemnités si le cas est porté jusqu'au tribunal du travail.

Racisme structurel au sein de notre société

Le racisme structurel est présent partout dans nos structures tout en étant presque systématiquement connecté au domaine du travail. À l'école, lorsque les enseignant.e.s encouragent Karim à s'orienter vers le professionnel alors qu'ils proposent à Julie de

doubler son année, cette proposition impacte très différemment l'avenir des deux élèves. Dans les soins de santé, lorsque le corps médical estime que les Africaines sont de « grandes dramaturges » et que la douleur n'est pas aussi intense que ce qu'elles veulent faire croire, il est urgent de le sensibiliser au caractère raciste de ses propos et plus encore de son jugement. Ce traitement inégalitaire est discriminatoire et entraîne des conséquences réelles sur la santé des patient.e.s. Dans les médias, lorsque l'une des rares présentatrices météo ayant une peau de couleur noire éclate en sanglots et livre sur la toile sa colère de recevoir des centaines de messages racistes, il est bel et bien question d'une travailleuse compétente qui fait son job et qui subit des insultes au quotidien. Comme le montre le rapport annuel d'Unia (Centre interfédéral pour l'égalité des chances), la discrimination est partout et la question de l'emploi est transversale, avec le plus grand nombre de signalements de discrimination raciale dans ce domaine. De facto, les syndicats évoluant avec le monde du travail sont un moteur puissant d'égalité des chances : notre responsabilité dans la lutte contre le racisme est essentielle.



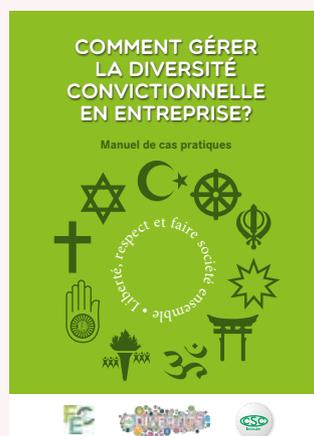
Emploi et racisme structurel

Dans l'emploi, le racisme structurel s'exprime au travers des concepts largement observés et objectivés de l'ethnostratification du marché de l'emploi, du plafond de verre et des portes tournantes.

Le concept de l'ethnostratification du marché de l'emploi illustre que les personnes racisées sont principalement limitées aux postes manuels, éreintants, instables et faiblement rémunérés alors que les Belges non-racisé.e.s auront davantage accès aux postes intellectualisés, confortables, stables et bien rémunérés. Il y a ainsi une « répartition ethnique » des carrières, des statuts et des salaires. Le taux de chômage particulièrement élevé des jeunes issus de l'immigration, né.e.s en Belgique, diplômé.e.s, voire surdiplômé.e.s, est un phénomène symptomatique d'un racisme structurel : ils et elles sont écarté.e.s presque systématiquement du marché de l'emploi. Selon deux thèses de doctorat de la KULeuven, la fuite des talents est provoquée par les discriminations à l'embauche : des personnes d'origine étrangère, diplômées en master dans des secteurs à haut potentiel d'emploi ne trouvent pas leur place sur le marché du travail en Belgique, mais reçoivent des offres à l'étranger¹. Les personnes blanches sont intérimaires jusqu'à 20-25 ans et accèdent ensuite à d'autres opportunités alors que les personnes racisées de plus de 40 ans doivent s'adapter aux offres instables et précaires des contrats d'intérim.

On parle souvent de plafond de verre pour les femmes, alors qu'elles ne sont pas les seules à être limitées professionnellement en raison de préjugés. Les personnes racisées sont souvent considérées comme méritant des postes de subalternes. Vu les nombreux freins rencontrés en entreprise, certains employeurs considèrent l'accès à des formations ou des postes à responsabilité comme « trop ambitieux » pour elles.

Enfin, les groupes discriminés sont souvent affectés par l'effet de « porte tournante » : ils quittent l'entreprise dès qu'ils comprennent que la politique du personnel ne se consacre pas à leurs besoins et exigences spécifiques, notamment en faisant le constat d'un plafond de verre qui ne leur offrira aucune perspective d'évolution au sein de l'entreprise en raison des préjugés. Il est d'ailleurs intéressant de se questionner sur la prise de conscience (ou non) des employeurs de discriminer sur base de la couleur de peau.



CSC et luttes antiracistes

En tant que syndicat, le rôle de la CSC consiste à défendre l'ensemble des travailleur.euse.s, indépendamment de leur secteur d'emploi ou de la problématique rencontrée. Ce postulat de base est appliqué depuis la création du syndicat. À l'époque où la Belgique a signé des accords de recrutement de main d'œuvre étrangère pour l'acheminer dans nos dangereuses mines, la CSC a été le premier syndicat à affilier des Italiens, des Turcs, des Portugais, etc. Malgré le racisme ambiant, l'enjeu était de garder la classe ouvrière forte et soudée, face à un patronat écrasant et sans scrupules, au risque sinon de desservir la cause de tou.te.s les travailleur.euse.s.

Mais a-t-on évolué sur le terrain du racisme structurel, depuis notamment le discours poignant de Martin Luther King ? Il est important que l'éducation permanente continue à œuvrer pour déconstruire brique après brique ce mur de la honte. Le syndicat lutte contre le racisme au travail en formant ses militant.e.s, ses délégué.e.s et un large public, notamment dans les écoles, en les sensibilisant à ces questions et les conscientisant aux manipulations cachées derrière les discours populistes. Par ailleurs, la *Cellule Diversité* participe à cette mise en exergue, notamment en récoltant les signalements. Ces actes individuels, suffisamment nombreux, pourraient à terme se transformer en victoire collective. Par contre, le manque de preuves ne permet pas de les dénoncer, comme dans la grande majorité des cas, et invisibilise cette problématique. Avoir des statistiques plus représentatives est nécessaire pour changer les choses en profondeur, et non pas de manière superficielle ou individuelle. C'est pourquoi notre campagne « *Balance ta discrim* » encourage toute personne concernée à rentrer des signalements.

Alimentation et renforcement du système

Le racisme structurel est un système implanté dans notre société depuis plusieurs décennies. Le propre d'un système est de se perpétuer indépendamment de l'intention individuelle de la majorité des citoyen.ne.s, mais certain.e.s ne souhaitent pas voir ce système de privilèges s'écrouler, et résistent aux remises en question, en agitant des discours populistes et en profitant de la peur de l'Autre, ancrée dans chaque société. C'est évidemment le lit de l'extrême droite. En Belgique, même si ni à Bruxelles, ni en Wallonie il n'y a de représentant.e politique d'extrême droite suffisamment charismatique et populiste pour manipuler les citoyen.ne.s, en Flandre, le Vlaams Belang séduit de plus en plus l'électorat.

La solidarité, le respect et l'équité sont les valeurs qui constituent la CSC-ACV et qui sont aux antipodes de celles prônées par les partis d'extrême droite. De ce fait, tout.e militant.e actif.ve auprès d'un tel parti (présent.e sur une liste politique ou occupant une fonction publique), est directement exclu.e du syndicat. Pour enrayer le phénomène d'adhésion aux discours d'extrême droite au Nord du pays, nos collègues néerlandais

dophones ont mis sur pied un comité de travail visant la mise en œuvre d'un plan d'actions concrètes. Nous y collaborons pour améliorer nos approches pédagogiques et de communication, afin de renforcer notre impact et développer l'esprit critique face aux discours clivants, racistes et extrémistes.

La question de l'« étranger », qu'il.elle soit travailleur.euse sans-papiers ou détaché.e, est un épouvantail régulièrement brandi par ceux et celles qui souhaitent maintenir le système de domination. Récupérer les peurs des gens et les exacerber, c'est ce que font les partis d'extrême droite. Présenté.e.s comme l'incarnation de la menace d'une « concurrence déloyale » mise en parallèle avec les nombreuses restructurations et pertes d'emploi, ces travailleur.euse.s sont pourtant les victimes de notre système défaillant qui les exploite et les utilise comme boucs émissaires. Les discriminations structurelles dont il.elle.s sont victimes sont flagrantes, en termes d'emploi, de santé, de logement, d'accès à de nombreux services publics, etc. L'un des défis majeurs en tant que syndicat est de dénoncer ces manipulations structuro-politiques et d'informer massivement sur les problèmes structurels en matière d'emploi (délocalisation, perte de salaire, etc.). Ces travailleur.euse.s, sans-papiers ou détaché.e.s, ont droit comme tout un chacun à une vie et un travail décent, pour eux.elles et leur famille, sans être mis en concurrence avec le reste de la société. Selon certaines estimations, il.elle.s seraient plus de 150.000 à travailler en Belgique, à survivre dans l'ombre sans droits et exploité.e.s par des employeurs sans état d'âme. En guise de soutien, la CSC affine ces travailleur.euse.s de l'ombre et milite pour leur obtenir de vrais droits. Les travailleur.euse.s détaché.e.s sont embourbé.e.s dans un système de sous-traitance à la chaîne et de montages opaques : sous-payé.e.s, isolé.e.s par la non-connaissance de la langue et montré.e.s du doigt par les autres travailleur.

Anne REYNAUD ♦ Vie Féminine

La Fabrique des Solidarités, un projet d'éducation permanente féministe pour lutter contre le racisme

La *Fabrique des Solidarités* est, à bien des égards, révélateur du travail de proximité mené par Vie Féminine (VF) dans le cadre de la lutte contre le racisme. Produit d'un long travail de réflexion mené avec les travailleuses et les femmes du mouvement pendant plusieurs années, ce projet est soutenu par un important travail de formation. Dans le contexte actuel de confinement, de crises économique et sanitaire, ce travail de formation et de proximité est essentiel. En effet, cette période s'accompagne d'une montée en force des politiques sécuritaires et répressives au détriment des catégories sociales les plus exposées aux systèmes de domination : les personnes sans-papiers,

euse.s comme « *des étrangers qui piquent les jobs des Belges* ». Pour lutter contre ces injustices, le syndicat forme ses délégué.e.s pour qu'il.elle.s puissent les informer sur leurs droits en matière de salaire, de logement, etc.

Une année pour sensibiliser en entreprise

Dans sa lutte contre le racisme, la *Cellule Diversité* mène une campagne de sensibilisation qui aura lieu autour de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale (21 mars). Actuellement, son slogan « *Osez réagir !* » encourage les témoins de racisme à agir et réagir au lieu de laisser la victime seule face à son agresseur ou face à une injustice.

Dans le cadre de la campagne du CIEP « *Raciste malgré moi* », de laquelle la CSC est partenaire, notre action consiste à contacter plusieurs entreprises wallonnes et bruxelloises avec une délégation syndicale CSC pour les inviter à imaginer une campagne de sensibilisation contre le racisme dans leur entreprise. Le 21 mars 2022, une caravane passera dans les différentes entreprises engagées pour faire signer aux bancs syndical et patronal une charte de lutte contre le racisme comportant plusieurs engagements concrets. À cette date, les plans d'action imaginés seront récoltés et présentés à la presse régionale. Ensuite, pendant une année, ces délégations développeront concrètement l'action imaginée, avec le soutien du ou de la permanent.e *Diversité* de sa fédération. ■

Intéressé.e par ces campagnes ? Contactez Malika Bourbouse
Mail : malika.Borbouse@acv-csc.be

1. Pauline LEGLUME, « La Belgique moins violente mais aussi raciste que les États-Unis », *L'Écho*, 12 juin 2020 (en ligne) www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/la-belgique-moins-violente-mais-aussi-raciste-que-les-etats-unis/10233001.html

Neuf freins aux solidarités entre femmes

À VF, le travail autour du racisme a commencé en 2010¹, à l'occasion du congrès lors duquel les rapports de domination présents entre les origines et les cultures ont été reconnus. En 2014, la thématique du racisme et des solidarités est inscrite parmi les priorités de travail de VF. Un groupe de travail national composé de responsables nationales et régionales a été créé en mars 2015. Selon ce groupe, la question du racisme ne doit pas être attaquée de front, mais il faut plutôt rechercher en quoi le racisme était un frein aux solidarités entre les femmes – tout en gardant cette question au cœur du travail et la nécessité de dépasser les obstacles identifiés. À partir de la question : *Qu'est ce qui aujourd'hui dans le Mouvement constitue/peut constituer un frein aux solidarités entre les femmes ?*, neuf nœuds ont été identifiés et constituent jusqu'à aujourd'hui de véritables feuilles de route du travail en lien avec les questions de racisme. Il s'agit des nœuds suivants : les réactions racistes dans le mouvement ou ailleurs ; les vécus difficiles des femmes confrontées au racisme (rejet, manque de reconnaissance) ; la difficulté pour les animatrices et les bénévoles d'identifier et de réagir au racisme ; les questions religieuses et philosophiques ; les discours dominants qui banalisent le racisme ; la méconnaissance de l'histoire des migrations ; le contexte d'austérité et la montée de la précarité ; la globalisation sur laquelle on a l'impression d'avoir peu de prise ; la méconnaissance des mécanismes de domination propres au racisme².

Travail de proximité et dispositif pédagogique pour la réflexion et l'action

Suite à ce long processus, le projet des *Fabriques des Solidarités* est initié avec les femmes autour de ces nœuds dans le cadre du travail de proximité et avec la méthodologie de l'Éducation Permanente Féministe (EPF). Dès le départ, et encore actuellement, ce projet est soutenu par un dispositif pédagogique es-

sentiel développé pour travailler la question du racisme comme système de domination. Ce travail de formation est absolument indispensable au processus.

Le projet consiste à développer des actions permettant aux femmes d'expérimenter concrètement des solidarités, à partir de deux portes d'entrée : la réflexion et l'action. Concrètement, il s'agit de multiplier dans nos communes, quartiers et villages, des lieux de mixité sociale et culturelle qui soient des espaces de rencontre et de confrontation d'idées pour lutter collectivement contre le racisme, le sexisme, le classisme et les préjugés qui s'y rapportent. Les Fabriques des Solidarités sont ces espaces privilégiés qui mettent en avant les identités multiples et les aspirations plurielles de toutes les femmes.

Les objectifs poursuivis sont de créer des moments collectifs de rencontre entre femmes de différentes cultures et origines ; de leur permettre de partager des expériences positives et des stratégies d'émancipation ; de prendre conscience des stéréotypes sexistes et racistes, de les déconstruire pour les dénoncer ; de créer des solidarités entre les femmes vivant des réalités différentes en termes de revenus, logement, emploi, couple, famille, santé, droits, etc.

Tous les projets considérés comme des *Fabriques de Solidarités* comprennent des éléments communs, notamment des espaces de débat et de confiance. Ils permettent de toucher des thématiques questionnantes, voire polémiques, comme les migrations, le racisme anti-noirs, les médias, l'islamophobie, les stéréotypes et les préjugés, les peurs, etc. Elles créent des moments où il est permis d'exprimer ses doutes et interrogations, de prendre conscience de ses privilèges, de partager son vécu et ses expériences, de questionner la société, de déconstruire les discours dominants, d'identifier les expressions du système raciste, d'échanger des stratégies, de s'allier et revendiquer des droits, etc. Organiser des *Fabriques des Solidarités*, c'est privilégier la rencontre, qui parfois ne va pas de soi ; c'est aussi permettre de cheminer toutes ensemble vers ce but, en posant les balises de futures rencontres constructives, égalitaires, bienveillantes et surtout, sources de solidarité entre les femmes.

Spécificité régionale autour des DASPA

Chaque région de VF a organisé une *Fabrique des Solidarités* selon un angle régional, voire local, le plus pertinent, pour créer une dynamique qui s'inscrit dans un processus d'EPF avec un groupe de femmes, en respectant les éléments fondamentaux (le travail en groupe, les rapports égalitaires entre femmes, le positionnement féministe de l'animatrice, la non-mixité féministe...etc.).

Les *Fabriques des Solidarités* peuvent prendre différentes formes. Le projet « Interculturalité » organisé au Centr'Hainaut constitue un espace de rencontre pour des femmes de toutes origines, sociale, culturelle et intergénérationnelle, dédié au dialogue interculturel et à la lutte contre les discriminations, tout



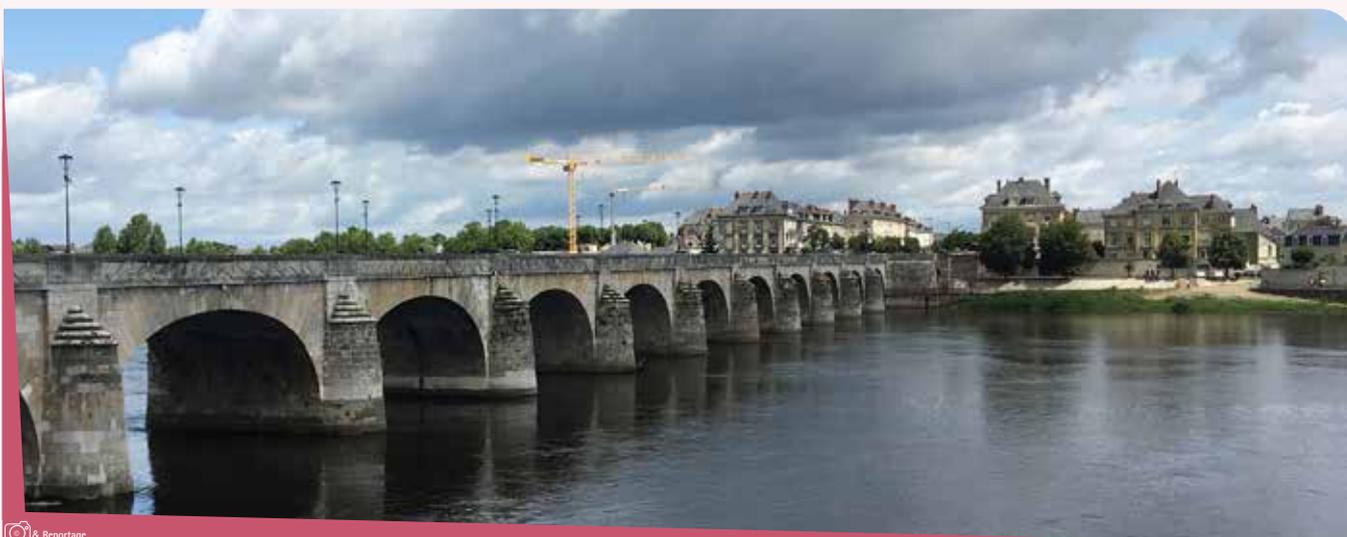
en restant également un lieu d'expression pour lutter contre les inégalités entre les sexes. Chaque année, une thématique qui sera ensuite travaillée est dégagée sur la base des témoignages du groupe à partir de ce qui pose problème dans la vie quotidienne des participantes. En 2020, le groupe de VF Centr'Hainaut s'est penché sur les Dispositifs d'Accueil et de Scolarisation des élèves Primo-Arrivants et Assimilés (DASPA), dans une démarche méthodologique d'EPF, suite à une récolte de témoignages. Les DASPA concernent ces jeunes qui arrivent en Belgique sans connaître le français, et dont les parents peinent à les scolariser normalement. Le premier témoignage recueilli faisait état d'un conflit entre un parent et son enfant suite à des difficultés scolaires. La maman ne comprenant pas comment son enfant, qui avait pourtant un bon potentiel, avait fini ses études dans une filière jugée comme de « relégation » et qui ne pourrait, pensait-elle, la conduire qu'au chômage. D'autres témoignages ont montré des jeunes délaissant l'école suite à une scolarité bâclée. En effet, l'offre des classes DASPA ne fonctionne pas suffisamment bien pour permettre à ces jeunes de suivre ensuite une scolarité normale, l'orientation après ces classes n'étant souvent que vers des filières de qualification professionnelle qu'il.elle.s n'ont pas forcément choisies et qui ne correspondent pas nécessairement à leurs désirs ou à leurs capacités. La confrontation de ces divers récits a fait apparaître cette problématique pour beaucoup de personnes venant en Belgique avec des jeunes entre 10 et 17 ans. Les jeunes âgé.e.s de plus de 18 ans n'ont aucune alternative scolaire dans l'enseignement ordinaire. Le problème constaté par le groupe est la mise en place de classes DASPA majoritairement dans des établissements professionnels. Ainsi, une fois que les enfants parlent français et peuvent intégrer le système scolaire, il.elle.s se retrouvent « coincé.e.s » dans des filières de qualification ou professionnelles et sans nécessairement avoir un choix complet et réel. Suite à ces constats, et après avoir analysé collectivement ce que propose la Fédération Wallonie-Bruxelles comme système d'enseignement primaire et secondaire en général et pour les jeunes migrant.e.s en particulier, le groupe a rencontré des institutions pertinentes pour

leur faire part des constats et revendications de cette analyse. Cinq institutions ont été rencontrées : les centres PMS, le Centre Interculturel de Mons et du Borinage, des enseignant.e.s en classe DASPA, des centres d'intégration régionaux et le Délégué général aux droits de l'enfant.

Suite à ces rencontres, un document retraçant le processus et présentant les revendications a été rédigé. Les revendications retenues étaient notamment l'augmentation du nombre de classes DASPA et leur décentralisation ; l'encouragement des établissements d'enseignement général à mettre en place des classes DASPA ; la séparation des enfants en fonction de leur niveau de compétences, de leurs connaissances et de leur âge ; la mise en place de tests de niveau de connaissance de langue à l'entrée des classes DASPA afin que les enfants maîtrisant déjà le français ne s'y inscrivent pas.

Ce projet de *Fabrique des Solidarités* a abouti à la rencontre interculturelle, des solidarités entre femmes et une meilleure compréhension de l'autre. Ainsi toutes les participantes du groupe, qu'elles soient concernées directement ou non par les problématiques liées au DASPA, ont contribué à la construction collective d'une interpellation politique. Un autre élément intéressant peut être relevé : au départ, chacune des participantes a rejoint le groupe avec le sentiment que son parcours, son histoire et ses croyances sont à la fois uniques et universels. Avec les premiers partages, l'étonnement des participantes porte bien souvent davantage sur les points communs de leurs expériences, plutôt que sur leurs différences culturelles (réelles ou supposées). Cet étonnement a permis un glissement de l'individuel vers le collectif. Travailler sur les dimensions individuelles et collectives est un moyen quasiment indispensable pour créer des solidarités, présent dans les *Fabriques des Solidarités*. ●

1. *Vie Féminine en Congrès le 29 mai 2010* (en ligne) www.viefeminine.be/vie-feminine-en-congres-le-29-mai
2. *Lutte contre le racisme* (en ligne) www.viefeminine.be/lutte-contre-le-racisme-4447



Florence NOTTÉ ♦ Collaboratrice Femmes CSC

Scratch and Win : l'égalité n'est pas un jeu de hasard !

A l'occasion de la Journée internationale des droits des Femmes de 2021, les Femmes CSC ont lancé la campagne *Scratch and Win: l'égalité n'est pas un jeu de hasard !* pour sensibiliser à l'égalité femmes-hommes axée en particulier sur l'autonomie économique et financière des femmes et la lutte contre l'écart salarial. Son objectif prioritaire était de sensibiliser chacun.e, et en particulier les femmes, à l'impact des choix de carrière sur son autonomie économique et financière et au contexte social qui oriente ces « choix ».

Pourquoi vous parler de cette campagne six mois après le 8 mars ? Tout simplement car son message est toujours d'actualité ! Les travailleur.euse.s opèrent de nombreux choix au cours de leur existence, à commencer par celui des études, puis du secteur dans lequel il.elle.s souhaitent travailler. Les responsabilités familiales amènent souvent les travailleuses à opter pour un temps partiel, à faire une pause dans leur carrière, etc. Toutes ces décisions ont un impact sur leurs droits actuels et futurs en matière de sécurité sociale (chômage, maladie, pension...). Ces événements et ces choix de vie – souvent contraints – semblent personnels. Or, la décision d'orienter une carrière dans telle ou telle direction reflète généralement des choix collectifs et sociétaux, ou des stéréotypes de genre inculqués aux filles et aux garçons dès leur plus jeune âge.

Cartes à gratter pour sensibiliser aux choix de vie et à leur impact

Pour ce 8 mars 2021, trois cartes à gratter ont donc été distribuées pour mettre en avant les événements de la vie et les choix professionnels assez courants, qui

impactent la vie en termes de revenus, d'autonomie et de droits de nombreuses femmes. De quoi susciter la réflexion et montrer que l'égalité n'est pas un jeu de hasard : en effet, pour la faire progresser, rien de tel que de pouvoir poser des choix toujours plus libres et éclairés !

Au verso du ticket à gratter, la question suivante est posée : « *Auriez-vous opéré le même choix ?* »

- ▶ Si les services publics/collectifs étaient suffisamment accessibles financièrement (crèches, accueil des enfants malades, soins aux membres vulnérables de la famille, etc.) ?
- ▶ Si vous aviez le salaire le plus élevé au sein du couple ? Si vous étiez la mieux rémunérée ?
- ▶ Si la composition du ménage était différente ?
- ▶ Si travailler à temps plein signifiait prêter moins d'heures pour le même salaire (réduction collective du temps de travail) ?



Souvent, la réponse sera «non»... Ainsi la lutte pour l'égalité des droits est loin d'être terminée.

Du côté des revendications

Cette campagne est aussi l'occasion de rappeler que certains «choix» majoritairement féminins contribuent à l'écart qui subsiste entre les salaires des femmes et ceux des hommes en Belgique (23,8%)²

ainsi qu'entre leurs pensions (plus de 30%), écart salarial que la CSC souhaite réduire à zéro.

En tant que syndicat, nous formulons une série de recommandations concrètes pour faire avancer l'égalité entre hommes et femmes et tout particulièrement :

- des congés thématiques solides, avec une indemnité plus élevée, afin que les familles monoparentales puissent réellement bénéficier de ce droit ;
- une répartition équitable des congés thématiques entre les deux parents. De cette façon, les deux partenaires ont les mêmes chances sur le marché de l'emploi. En Suède, les couples qui prennent le même nombre de jours de congé parental reçoivent une prime ;
- une réduction collective du temps de travail avec maintien du salaire ; surtout dans les secteurs où il est pratiquement impossible de tenir la norme du temps plein vu les conditions de travail (ex : travailleur.euse.s du nettoyage, du soin aux personnes) ;
- une approche réaliste de la notion de « carrière complète » avant la pension. Pour les femmes surtout, il est pratiquement impossible actuellement d'avoir une carrière complète et donc de bénéficier d'une pension décente ;
- une augmentation des salaires bruts, en particulier des salaires minimums. En effet, 70% des travailleur.euse.s payé.e.s au salaire minimum sont des femmes.

Les inégalités entre femmes et hommes ne sont pas nouvelles, mais elles se sont vues encore exacerbées par la pandémie que nous traversons depuis plus d'un an. La crise sanitaire a montré une fois de plus l'importance du travail des femmes : quand le monde s'arrête, les femmes continuent ! En effet, elles sont majoritaires dans les métiers qui sont à la fois essentiels et moins bien payés.

Le 8 mars est l'occasion de mettre en avant des revendications défendues toute l'année. Continuons à nous mobiliser quotidiennement pour que les femmes ne soient pas les premières victimes des

mesures budgétaires qui suivront la crise sanitaire ! Car l'autonomie économique et financière pour chacune constitue un des piliers des droits des femmes !

Le 8 mars 2021 : des actions partout en Belgique

Le 8 mars 2021 était particulier puisque les grands rassemblements n'étaient pas possibles et le contraste était frappant avec l'édition 2020 qui avait rassemblé 10.000 personnes à Bruxelles ! Cependant, lorsqu'on voit le nombre d'actions qui ont eu lieu de manière décentralisée, dans les grandes villes mais aussi dans une foule d'entreprises, nous pouvons affirmer que la mobilisation s'est renforcée en s'ancrant localement, notamment via le mot d'ordre « *Grève des Femmes* ».

La Grève des Femmes³ a été organisée pour la première fois en Belgique en 2020 par le *Collectif 8 mars*, qui avait appelé à une grève autour de quatre ordres au moins : travail salarié, travail domestique, consommation, soin aux autres. Elle a pris plusieurs formes : arrêt du travail (partiel ou total) en présentiel ou de la connexion lors du télétravail (avec envoi d'un message d'absence), port de signes de solidarité, grève du zèle, freinage...

Tout en soutenant la Grève des Femmes, les Femmes CSC étaient également présentes à plusieurs rassemble-



ments organisés par exemple à Mons, à Namur, à Tournai, à Charleroi...

Elles ont pris part à l'organisation de la Cyclo-parade féministe à Liège. Cette année, la balade avait lieu à pied ou à vélo, par groupe de quatre personnes, et pas moins de 1000 personnes y ont pris part tout au long de la journée. Une œuvre artistique a été créée en partant d'objets apportés par les participant.e.s et représentant les luttes à mener aujourd'hui contre le système patriarcal.

À Bruxelles, la Marche Mondiale des Femmes s'est réunie à trois endroits pour faire entendre ses revendications notamment au sujet de l'économie, de

la santé, de la lutte contre les violences faites aux femmes...⁴

Des actions thématiques ont également été organisées dans plusieurs villes. La CNE s'est rassemblée devant la Gare centrale pour un hacka féministe afin d'exiger un refinancement du secteur non marchand. À Dinant, les délégué.e.s CSC de Maxitoy, soutenu.e.s par les Femmes CSC de Namur, ont mené une action de sensibilisation aux stéréotypes sexistes diffusés dans le secteur du jouet. À Nivelles, les permanent.e.s ont pu déposer auprès de la permanente Femmes CSC Brabant-wallon, les revendications sur l'égalité femmes-hommes récoltées dans leur entreprise pendant le mois de février.

D'autres exemples d'actions sont visibles sur la Page Facebook des Femmes CSC. ●

1. Dossier complet de la campagne sur www.femmes-csc.be

2. Dernier chiffre publié par l'Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes dans son rapport sur l'écart salarial de 2019 (basé sur les chiffres de 2017) : https://igvm-iefh.belgium.be/sites/default/files/rapport_ecart_salarial_2017.pdf

3. Le mouvement de grève du 8 mars est un mouvement mondial, qui a été lancé en 2017 par Ni Una Menos (Argentine) et a été repris par des millions de femmes à travers le monde.

4. Voir l'article de Zoé MAUS dans *L'Esperluette* de juin 2021, pp. 18-20 (en ligne) <https://ciep.be/imagines/publications/esperluette/2021/Esper108.pdf>

Stéphanie BAUDOT ♦ Rédactrice en chef *Démocratie* (CIEP-MOC)

Inégalités programmées : capitalisme, algorithmes et démocratie

Dans son Cahier intitulé *Inégalités programmées : capitalisme, algorithmes et démocratie*, le CIEP aborde la question des algorithmes et de leur impact sur la démocratie et la justice sociale. Les algorithmes sont partout (réseaux sociaux, smart cities etc.) et génèrent bon nombre d'inégalités. Leur utilisation dans notre vie de tous



les jours soulève des questionnements à propos de la justice sociale, de l'écologie, en passant par les modes d'information, de délibération et d'aide à la décision publique ou privée. Les données sont aussi présentes partout et deviennent une matière première qui génère potentiellement beaucoup de profit. Dans un futur proche, elles seront sus-

ceptibles de transformer notre monde. Le MOC, en tant que mouvement social, et le CIEP, en tant qu'organisation d'éducation populaire, se doivent donc de se pencher sur ces différents usages de nos données. Le Cahier aborde différentes thématiques telles que l'Intelligence artificielle, les asymétries numériques, les plateformes numériques et l'écologie de l'attention, un potentiel droit social de l'algorithme, les enjeux Nord-Sud de l'économie numérique, le journalisme numérique ou encore l'exemple de la coopérative Nubo. Un cahier complet et riche, qui fait le tour de la question.

À découvrir sans plus tarder ! ●

Ettaoufik FATHI ♦ Directeur financier Et responsable des projets Europe du MOC Et services

Fashion For Inclusion

ou la mode au service du durable et de l'inclusion sociale



C'est en plein confinement, en décembre 2020, que le coup d'envoi a été donné au projet *Fashion for Inclusion, formation et insertion professionnelle à travers une mode éthique, interculturelle et sociale*, coordonné par l'association Bienestar y Desarrollo (ABD) et financé par l'Agence nationale espagnole ERASMUS + SEPIE. Mené jusqu'en février 2023, ce projet a pour but de favoriser l'inclusion sociale et professionnelle des migrant.e.s et des réfugié.e.s en Europe, en améliorant leur accès à l'enseignement et à la formation socio-professionnelle dans les domaines de la couture, du recyclage des vêtements/textile, de la mode et du design. Six partenaires de six pays différents se sont mis autour de la table pour développer ce projet : l'IASIS (Grèce); le Mindshift (Portugal); le CIEP (Belgique); le SSF (Espagne); le BAU Centro Universitario de Diseño (Espagne) et la Cooperativa Mondo Donna (Italie).

Pour atteindre ses objectifs, *Fashion for Inclusion* va mettre en place un programme de formation sur la couture, le recyclage des vêtements, la mode et le design à destination des formateur.rice.s et des professionnel.le.s qui souhaitent travailler ou travaillent déjà avec des migrant.e.s et/ou des personnes touchées par l'exclusion sociale. Une série d'actions seront déployées : des rencontres internationales et des formations courtes, des séminaires nationaux et quinze ateliers locaux (à Barcelone, Bologne, Athènes, Bruxelles et Madrid), le développement d'un réseau entre les principales parties prenantes et les organisations de formation. Enfin, une campagne européenne de sensibilisation sera lancée sur les réseaux sociaux à destination du grand public.

Origine du projet

L'idée du projet *Fashion for Inclusion* s'inspire de trois projets développés par trois partenaires européens de l'actuel consortium. L'initiative grecque développée par IASIS *Fabric Republic*¹ propose un système innovant de gestion des vêtements (et du textile en général) qui se concentre sur les besoins sociaux des réfugié.e.s et leur inclusion. *Fabric Republic* forme ces publics socialement vulnérables tout au long du processus de recyclage des vêtements et les accompagne dans le cadre de programmes de logement et de réinsertion. Développée par ABD en collaboration avec l'Université de design de Barcelone BAU, *Mamalyona*² promeut l'autonomisation des jeunes mères migrantes menacées d'exclusion sociale. Le projet comprend une formation professionnelle en entrepreneuriat social, marketing, commerce, conception et production de produits textiles, et une phase finale de commercialisation. L'initiative SOCIAL CHIC³ développée par l'association Mondo Donna comprend un atelier de couture et un magasin situés à Bologne ; il emploie et forme des femmes migrantes/réfugiées, victimes de violences basées sur le genre.

L'atelier/boutique offre aux client.e.s la possibilité d'acheter des robes sur mesure, faites à la main, et de retoucher leurs vêtements.

Objectifs spécifiques du projet Fashion4Inclusion

À travers ce projet, les partenaires souhaitent atteindre une série d'objectifs spécifiques : tout d'abord, renforcer la coopération internationale dans le domaine de la formation axée sur la promotion de l'inclusion professionnelle des migrant.e.s et des réfugié.e.s dans les domaines de la mode durable ; concevoir, mettre en œuvre et tester un programme de formation destiné aux professionnel.le.s de la formation travaillant avec des migrant.e.s et des réfugié.e.s dans les domaines de la couture, de la revalorisation, de la mode et du design ; ensuite, promouvoir l'accès des migrant.e.s et des réfugié.e.s peu qualifié.e.s à une formation de haute qualité grâce à des parcours d'apprentissage flexibles dans un cadre interculturel intégrant le genre ; enfin, favoriser le développement de carrière des professionnel.le.s de la formation dans le domaine de la mode durable avec

Programmation d'une série d'évènements pour les mois à venir

- **Des formations courtes du personnel** à Barcelone, Bologne et Athènes à destination des professionnel.le.s de la formation des différentes organisations faisant partie du projet.
- **15 ateliers locaux** à Barcelone, Bologne, Athènes, Bruxelles et Madrid pour tester localement les connaissances acquises lors des formations internationales du personnel.
- **Des séminaires nationaux** à Athènes, Bologne et Bruxelles.
- **Une conférence européenne** à Madrid.

une perspective interculturelle, grâce à la création de matériels pédagogiques innovants basés sur des approches d'apprentissage mixtes.

Des actions principales

Depuis le lancement du projet en décembre, les partenaires ont mis en place plusieurs actions pour atteindre les objectifs. Tout d'abord, un cadre de compétences a été créé pour les professionnel.le.s de la formation dans les domaines

de la couture, de la revalorisation, de la mode et du design, facilitant ainsi leur travail avec des apprenant.e.s confronté.e.s à diverses contraintes dans une perspective intersectionnelle. Ensuite, un programme de formation interculturelle *Fashion for Inclusion* et un manuel destiné aux formateur.rice.s du projet ont été conçus. Enfin, un cours en ligne ouvert massif (MOOC) est en train d'être préparé pour les professionnel.le.s de la

formation dans les domaines concernés.

1. www.fabricrepublic.gr
2. www.mamalyona.com
3. <https://socialchic.it>

Intéressé.e par le projet ? Facebook : www.facebook.com/fashionforinclusion

Instagram : www.instagram.com/fashionforinclusion/

Géraldine DEZÉ ♦ Chargée de projets à WSM

La société civile et décolonisation de la coopération au développement

Nul ne peut ignorer que notre monde bouge vite. En tant qu'organisation ayant les yeux fixés sur ce monde, nous évoluons avec lui. Le climat, la migration, les inégalités, le vieillissement, le travail décent, des villes vivables... touchent tout un chacun, dans tous les pays. C'est pourquoi cette division du monde entre le Nord et le Sud est obsolète et la coopération dite « au développement » dépassée, en plus d'être souvent accusée de perpétuer une nouvelle forme de colonialisme. Une chose est certaine : la colonisation a affecté si profondément les sociétés et les systèmes de connaissances partout dans le monde, qu'il est impossible d'affirmer que c'est un processus terminé. Les relations coloniales continuent d'ordonner les hiérarchies culturelles et économiques contemporaines.

La pensée décoloniale : quels sont ses enjeux ?

La pensée décoloniale peut se définir comme « la recherche à élucider les conséquences philosophiques, psychologiques, économiques, socio-culturelles et politiques de la colonisation »¹, dont les enjeux de la domination, des rapports de pouvoir, des privilèges et des résistances

persistent. Les courants décoloniaux « insistent en particulier sur le rôle des discours, des idéologies et des savoirs qui ont accompagné et façonné les processus de colonisation, puis les processus historiques qui ont suivi ». Il n'existe donc pas de distinction entre la colonisation comme système d'imposition de règles par la conquête, la force brute, le pouvoir et l'exploitation ; et la colonisation comme système de connaissances et de représentations². Au contraire, ces courants démontrent la manière dont les processus économiques, culturels, politiques et épistémologiques travaillent ensemble à la fois pour perpétuer les relations coloniales et pour les reconfigurer.

Le décolonial et le développement : l'amour impossible ?

Bien qu'ils partagent en un sens l'objet même de leur finalité, c'est-à-dire les conséquences des relations inégales entre les institutions sociales, économiques, politiques et culturelles de différentes régions du monde, ces deux champs d'études sont néanmoins critiques l'un vis-à-vis de l'autre.

Selon Cécile Giraud, experte en éducation à la citoyenneté mondiale chez *Annoncer la Couleur-Enabel*, les études

du développement rejettent principalement les analyses discursives et symboliques propres aux études décoloniales, leur reprochant leur manque de considération pour les conditions matérielles et économiques des peuples. D'autre part, les études décoloniales considèrent les études du développement (dans leur version orthodoxe) dans la continuité du colonialisme comme un nouveau discours international édictant le 'bon' et le 'bien',



et visant à transformer le monde selon les préceptes de l'universalisme occidental : le discours sur le développement s'ancre toujours dans cette idée selon laquelle le modèle civilisationnel occidental est le modèle à suivre. Il s'ensuit que la culture des peuples dits « sous-développés » est perçue comme inférieure, à la traîne, et « le remède à cette situation consiste dans l'adoption de la rationalité occidentale et sa vision économique productiviste du développement »³.

Comment dès lors intégrer les apports de la pensée décoloniale dans les pratiques de développement, si la définition même du développement, et donc la réalité des programmes de développement aujourd'hui, est toujours basée sur une conception occidentale, critiquée par les penseur.euse.s de la pensée décoloniale ?

Le trio éducation à la citoyenneté mondiale, coopération et pensée coloniale

La littérature décoloniale suggère qu'il faudrait abandonner l'idée même du développement au profit d'une idée de la justice ou du changement social. Cette idée apparaît notamment dès la fin des années 1980, notamment chez les post-développementalistes. Mais loin de là l'idée qu'il faille abandonner toute tentative pour améliorer la vie des gens !

En ce sens, l'éducation à la citoyenneté mondiale (ECM), comprise comme une éducation qui « privilégie les rencontres réciproques et transformatives »⁴, a toute sa place dans l'effort collectif pour penser des alternatives au développement, mettant en relief la diversité, les différentes manières de vivre et de penser le monde. Le courant décolonial a aussi eu son impact sur l'ECM, puisqu'elle vise à équiper les apprenant.e.s avec les outils et les capacités qui leur permettront de co-définir et de co-construire des sociétés différentes, sans la définir selon une loupe singulière (occidentale).

Quelques exemples

En tant que promotrices du changement, les organisations de la société civile (OSC) luttent contre les rapports de force déséquilibrés. Et donc aussi contre

le rapport "Nord-Sud" dont elles font elles-mêmes partie.

Comme facilitatrices, les OSC renforcent la société civile dans plusieurs pays et/ou au niveau international en permettant à tous ces acteurs d'échanger entre eux. La question de l'apprentissage mutuel occupe une place centrale, entre organisations belges et organisations partenaires d'une part, mais aussi entre organisations partenaires entre elles, d'autre part. Une façon d'éliminer l'idée selon laquelle les connaissances et l'expertise venant d'ailleurs que de l'Occident sont (inconsciemment) moins

les forces et de faire progresser la protection sociale sur tous les continents.

En 2014, l'organisation Gonoshasthaya Kendra (GK) au Bangladesh (que WSM soutient depuis longtemps) est venue leur demander des informations à propos d'OKRA, une organisation dédiée aux seniors qui, en Belgique, fait partie du réseau de WSM. « En Asie aussi, le vieillissement est une problématique dont il faut s'occuper et l'État n'est pas préparé. Ils voulaient donc apprendre d'OKRA. Nous avons tout de suite profité de cette demande pour nous assurer que GK allait non seule-



© Reportage

utiles. L'OSC rassemble alors en tant que conciliatrice (ou "honest broker") les différentes parties autour de la table, afin que chaque acteur puisse faire valoir son expertise sur un pied d'égalité⁵. Cependant, le *Guide sur le décloisonnement Nord-Sud* de Ngo-Federatie considère que les OSC sont, aussi, des « récepteurs des connaissances qui viennent d'ailleurs »⁶, où l'accent doit être explicitement mis sur les relations égalitaires entre partenaires et l'apprentissage mutuel. Le "mutual capacity development", soit le renforcement mutuel en apprenant les uns des autres, constitue maintenant le fondement de leur travail⁷. C'est dans cette logique que WSM rassemble en réseaux multi-acteurs des partenaires autour de la table et implique des organisations comme l'Organisation internationale du Travail, des expert.e.s provenant d'autres réseaux ainsi que des représentant.e.s du milieu académique. Le but ici est d'unir

ment apprendre d'OKRA, mais aussi vice versa.» (Annelies De Gendt, WSM). Des bénévoles d'OKRA sont allé.e.s approfondir la question du vieillissement au Bangladesh et des collaborateurs de GK sont venus en Belgique pour cette même raison. Dans leur propre pays, les deux organisations font davantage la promotion du thème, notamment lors de la Journée internationale des Aînés. « Pour les deux, il s'est avéré difficile au début d'aller au-delà du raisonnement classique – ils apprennent de nous. Nous amenions le sujet constamment dans la discussion : qu'avez-vous appris de l'autre ? Quelle expertise est utile pour vous ? Un contexte sécurisant a été créé pour avoir cette conversation en veillant à avoir des relations égalitaires entre partenaires. Progressivement, la situation a évolué. C'est ainsi qu'OKRA, grâce aux discussions avec GK, a repris la question d'une Convention des Nations Unies dis-

tincte dédiée aux personnes âgées dans son action politique, alors qu'avant, ils trouvaient cela superflu ». Entre-temps, d'autres régions ont embarqué. Grâce à des séminaires en ligne, également avec OKRA et GK, ce thème a été abordé dans chaque continent. OKRA entend bien conserver cette vision internationale car le nouveau programme d'action prévoit d'intégrer la perspective internationale. Avec WSM, ils ont en outre rejoint un groupe de réflexion qui cherche à approfondir ce thème dans notre programme d'action et comment intégrer l'expertise provenant des autres régions. Cela crée une autre dynamique. Le but est qu'au final, l'appropriation incombe

à OKRA, et que WSM soit juste présent comme facilitateur. Mais pour l'instant, WSM reste toutefois encore acteur et pourvoyeur de fonds.

Conclusion

Si cette idée doit être prise au sérieux, et ne pas rester sur le catalogue des bonnes intentions, la mise en place d'une culture décoloniale dans les activités de la coopération doit probablement s'accompagner d'une critique de la notion même de développement, ainsi que d'une tentative pour ouvrir les imaginaires et penser, non pas des développements alternatifs, mais des alternatives au développement. Avec nos partenaires, sans tabou et sans

complexe, nous devons remettre en question notre vision du monde et notre position (dominante) de la coopération ; en effet, de cette prise de conscience va naître des partenariats mondiaux à part entière visant à bâtir un monde durable et égalitaire. ●

1. Cécile GIRAUD, *Tournant décolonial dans la coopération au développement : quelle place pour l'éducation à la citoyenneté mondiale ?*, Annoncer la Couleur
2. S. HALL et P. DU GAY, *Questions of cultural identity*, Londres, Sage, 1996.
3. Cécile GIRAUD, *op. cit.*
4. *Ibid.*
5. *Le décloisonnement Nord-Sud : vers des partenariats mondiaux à part entière*, Ngo-federatie, mars 2021.
6. *Le décloisonnement Nord-Sud op.cit.*, pp. 10-11.
7. *Ibid.*

EN RÉGIONS

Quinzaine décoloniale à Mons

La plateforme associative *Décolonisation des esprits et de l'espace public* organise sa Quinzaine décoloniale à Mons de fin octobre à mi-novembre. Les axes de travail de la plateforme sont multiples : sensibilisation autour des thématiques propres au racisme, à la colonisation et la décolonisation, travail de mémoire et résilience – notamment au travers d'ateliers afrodescendants, veille politique.

Lors de sa Quinzaine décoloniale, la plateforme poursuivra sa lutte contre le racisme à travers la décolonialité et accueillera l'exposition *Zoos Humains : l'invention du sauvage* réalisée par la Fondation Lilian Thuram et mise à disposition par le CAL de Liège. À travers son focus sur les *Zoos Humains*, l'exposition détaille la façon dont des millions d'individus ont forgé leur regard sur les peuples colonisés. Elle permet ainsi d'aborder la construction de la propagande raciste, les théories de hiérarchisation de l'espèce humaine et la légitimation de l'entreprise coloniale. Des visites guidées par des membres de la plateforme et des bénévoles de nos associations seront proposées chaque jour.

Au-delà de l'exposition, de nombreuses conférences aborderont des thématiques comme la mise en scène des corps, la culture et les résistances, le racisme, la décolonisation des pratiques, etc.

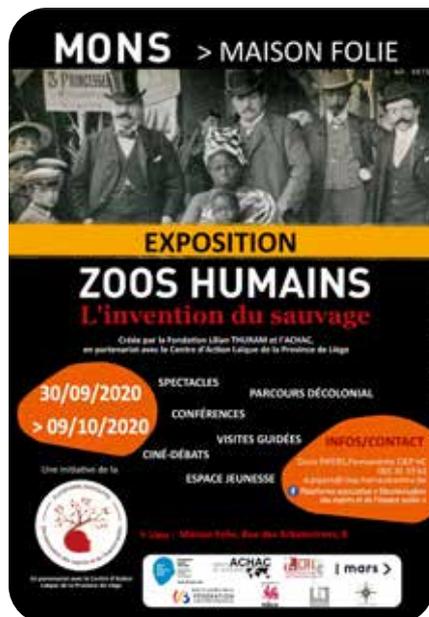
Des samedis *Immersion en territoire méconnu* seront organisés les 30 octobre et 6 novembre. Le public aura l'occasion de participer à un atelier kasala et un atelier slam. Des concerts auront lieu en soirée avec des artistes locaux et des artistes engagés. Un parcours décolonial



Reportage

sera réalisé dans les rues de Mons. Un espace jeunesse proposant un jeu *Tour d'Afrique* et des contes sera ouvert pour les petits et grands enfants.

Des animations dans les classes sont possibles avant et après la Quinzaine décoloniale afin d'aborder les thématiques de racisme, de colonisation, de décolonisation avec les élèves. ●



Dates : du 28 octobre au 12 novembre 2021

Lieu : Maison Folie de Mons

Programme et infos : page facebook (@Plateformedecolonialemons) ou par mail : info.plateformedecolonialemons@gmail.com

Le Congo mis en cases

Une relecture de nos liens avec l'Afrique centrale

Cette exposition permet d'explorer un univers de la bande dessinée et de découvrir les multiples facettes d'un des plus grands pays d'Afrique centrale. Depuis des décennies, la République démocratique du Congo (RDC) est régulièrement représentée dans la BD, parfois de manière réaliste, parfois de manière imaginée ou stéréotypée. Néanmoins, ces dessins en cases ont aidé à construire nos imaginaires et nos représentations sur l'Afrique et ses habitant.e.s. Actuellement, en Europe, le monde de la bande dessinée franco-belge démontre un intérêt pour l'Afrique et, en



particulier, pour le Congo. Les auteurs reprennent par là une exploration déjà entamée par leurs prédécesseurs au milieu du XX^e siècle, mais définitivement avec un regard nouveau. Cette visite guidée a comme objectif d'inviter les citoyen.ne.s à réfléchir à notre lien avec l'Afrique et nos représentations, pour initier une réflexion, poser un autre regard sur notre histoire coloniale. ●

Date : le 28 septembre 2021 à 14h00

Lieu : Delta à Namur

Visite gratuite limitée à 15 personnes

Inscription obligatoire : CIEP-MOC

Namur Thérèse Willot

Mail : therese.willot@lilon.be



Reportage

Mycélium pour réfléchir sur la démocratie participative

Depuis plusieurs années, la participation citoyenne est au cœur du projet politique local et pose question quant à sa mission première visant à donner davantage la parole aux citoyen.ne.s : budget participatif, consultation populaire, conseils consultatifs... Ces outils permettent-ils réellement leur implication dans la prise de décision politique ? Comment les différents pouvoirs locaux encadrent-ils ces initiatives ? Que nous racontent ces dispositifs participatifs sur la vitalité de nos démocraties ? Comment s'articulent les différentes formes de mobilisations citoyennes aujourd'hui ?

Questionnons ensemble la démocratie participative et explorons des dynamiques démocratiques nouvelles qui réinventent les rapports entre élu.e.s et citoyen.ne.s en proposant un autre partage de l'exercice du pouvoir (tirage au sort, autogestion, communalisme...). La notion de « démocratie » ne peut être résumée à la simple existence du parlement ou encore au recours au vote.

Offrons-nous une compréhension nouvelle de ces formes de démocraties à travers une série de rencontres, de vi-



sites et de moments d'échanges en nous plongeant au cœur d'expériences réalisées ici, ailleurs, aujourd'hui et dans l'histoire.

Le *Mycélium* privilégiera la co-construction de savoirs et l'expérimentation d'outils en intelligence collective avec les participant.e.s par rapport à d'autres dynamiques qui se voudraient plus ex-cathedra. L'idée de *Mycélium* est d'apporter une certaine complexité à une thématique et de parler sur la transformation de notre re-

gard à travers l'échange et la rencontre plutôt que sur l'assimilation pure d'informations.

Le contenu théorique est découpé préalablement par les animateur.rice.s pour proposer un ensemble de balises possibles aux participant.e.s sans en définir pour autant le cheminement. Selon un agenda discuté grâce à différents outils de prise de décisions collectives, le groupe définit lui-même sa progression en fonction de ses attentes, ses envies et ses intérêts. ●

Dates : en 15 séances, d'octobre 2021 à juin 2022 (un jeudi sur deux, hors vacances scolaires de 18h30 à 21h30)

Lieu : Arlon

Gratuit et ouvert à tou.te.s

Infos et inscriptions : CIEP Luxembourg Antonin Thomas

Tél. : 063.21 87 38

Mail : a.thomas@mocluxembourg.be

Accroche informatique à Liège

Le « tout au numérique » s'impose tous les jours un peu plus et nous demande de nous adapter, bien souvent en supprimant les solutions du passé sans laisser d'autres choix. Face à un tel constat, le CIEP Liège lance le projet *L'accroche informatique* pour ceux et celles qui ne s'y retrouvent plus ou pas. L'objectif est de partir d'une liste de problèmes rencontrés au quotidien et de voir si une utilisation adéquate de l'informatique peut apporter des solutions.

Les séances partiront des besoins et difficultés des sept personnes du groupe. Il ne s'agit pas d'une formation informatique, mais d'une activité d'échanges

de savoirs où nous construirons ensemble nos besoins d'autonomie numérique. Les thèmes abordés seront variés (mailing, emploi, logement, services publics, Facebook, « Google mon ami »...) et nous amèneront à réfléchir ensemble à ce qu'il faut faire ou pas... ●

Dates : une vingtaine de séances du 22 septembre à décembre 2021 (mercredi de 13h00 à 16h00)

Lieu : ASBL Agora (73 rue Vivegnis à 4000 Liège)

Inscriptions et réservation : CIEP Liège GSM : 0483/22.93.65.



Les minorités à l'écran : un scénario mal ficelé ?

Nous sommes submergés d'images au quotidien, dont beaucoup sont chargées de sens. Que veulent-elles nous dire ? Quels messages véhiculent-elles ? Organisée en deux temps, cette conférence d'*Arrêt sur Image* a pour objectif de faire le lien entre une image analysée et une question d'actualité : analyse de l'image ; présentation du sujet en lien avec cette image, suivie d'un débat.

Le cinéma et les séries offrent au public un moyen d'évasion, via les histoires racontées et les paysages dans lesquels évoluent les protagonistes. Hollywood domine aujourd'hui cet univers depuis près d'un siècle, mais ce succès ne se fait pas sans critiques : ces dernières années, des voix s'élèvent pour dénoncer le manque de représentation

à l'écran des minorités ethniques, mais également sexuelles. Si des hashtags tels que #OscarsSoWhite ou #QueerBaiting dénonçant le phénomène sont modernes, les travers reprochés au monde du cinéma et des séries sont loin d'être neufs. Déjà dans les années 50 et 60, de nombreuses remarques avaient été faites sur le choix d'Elizabeth Taylor pour incarner Cléopâtre, reine égyptienne.

En 2021, ces questions sont plus que jamais d'actualité : quelle place est réellement laissée aux minorités ethniques et sexuelles au cinéma et dans les séries ? Au-delà de leur représentation, on peut aussi s'interroger sur la façon dont ces minorités sont décrites à l'écran et quelles pistes sont proposées afin que le

La Voix est libre à Virton

Mars 2020, nous sommes frappés de plein fouet par la crise sanitaire. Personne n'est épargné mais chacun.e la vit différemment. Si pour certain.e.s, c'est déjà le passé, pour d'autres, les effets néfastes se paient encore. Là où le besoin de s'exprimer était le plus fort, nous n'en avons pas toujours l'occasion. Le CIEP du Luxembourg propose un espace de parole et de débat *La Voix est libre*, pour exprimer les difficultés et les solidarités vécues mais aussi pour échanger autour des sujets qui interrogent actuellement alors que l'on reprend une vie (presque) normale. ●

Date : Un mercredi sur deux à partir du 8 septembre 2021 de 9h30 à 11h30

Lieu : Espace Cohésion (4, Avenue Bouvier, 6760 Virton)

Infos : CIEP-MOC Luxembourg
Martin Heyde Tél. : 063/21 87 38
Mail : m.heyde@mocluxembourg.be
www.mocluxembourg.be/
pages/ciep-lux/le-petit-dejeuner-des-confine-es/

public cinéophile se reconnaisse davantage dans les productions diffusées ?

Le CIEP du Luxembourg, en collaboration avec l'asbl *Média Animation*, propose une conférence-débat autour de la représentation des minorités, ses impacts sur le public et ses enjeux avec Cécile Goffard, animatrice et coordinatrice à l'asbl *Média Animation*. ●

Date : 30/09/2021 à 19:30

Lieu : Mutualité chrétienne (Rue Pierre Thomas 10, Bastogne)
Gratuit

Infos et réservation souhaitée :
CIEP Luxembourg Mail :
t.gilacampos@mocluxembourg.be

Eureka, un projet de remobilisation citoyenne

Soutenu par le Fonds Européen de Développement Régional, le projet *Eureka* est initié par le CIEP-Picardie et ses partenaires flamands, wallons et français actifs dans la participation citoyenne. À travers ce projet, le CIEP-Picardie et ses partenaires souhaitent remobiliser les citoyen.ne.s au sein de la collectivité et les impliquer pleinement dans la vie politique de leur région, de leur pays mais aussi de l'Union européenne.

Le constat de départ est que certaines populations manquent de confiance envers les institutions politiques traditionnelles. Ce manque de confiance est connu et s'explique par diverses raisons : nous vivons dans un monde toujours plus complexe lié au flux d'information et de communication qui y circule et échappe à la censure à travers le net. Défini par le terme « Fake News », il devient de plus très difficile pour beaucoup de déterminer le « faux » du « pas faux ». Aujourd'hui, même le citoyen.ne ordinaire peut avec un simple clic se dire « politiquement actif », et les opinions sont maintenant dans les chambres d'écho d'internet et réussissent souvent à s'enraciner. Cette complexité de la société, la multitude d'informations ou peut-on parfois dire la désinformation, la vitesse des changements constants, la difficulté d'avoir

une vision nuancée et développée contribuent objectivement à une perte de confiance dans l'État et dans la « représentation politique » d'un pays.

En bref : le fossé entre les citoyen.ne.s et les politicien.ne.s se creuse, en particulier aux niveaux régional, national et européen. Dépassé.e.s, ils et elles ne se sentent plus représenté.e.s par la politique et se replient sur eux-mêmes, particulièrement les plus « défavorisé.e.s » parce que fragilisé.e.s économiquement et socialement. Ces citoyen.ne.s voient leurs chances de pleine participation à la connaissance réduite : trop peu de revenus, peu ou

participant.e.s des différentes régions visitent les projets et s'en inspirent. Les points communs sont explorés. Lors des ateliers, ils s'entretiennent aussi très activement avec les habitant.e.s des autres régions. L'objectif est que les projets pilotes et les discussions qui en découlent génèrent des idées pour les cours de formation nécessaires organisés en amont du projet. L'ensemble des projets et leur impact social sont évalués. Les initiatives sont compilées dans un guide de bonnes pratiques, qui sera largement diffusé afin que les initiatives citoyennes puissent aussi être organisées dans d'autres communes ou régions.



Reportage



Reportage

pas d'accès au marché du travail, problème de logement, pas de budget pour la participation aux loisirs, etc. Nous constatons ainsi l'isolement de ces citoyen.ne.s qui ont une participation politique du type « *ce n'est pas pour moi* » ou une option « étrange et déléguée », voire même, plus grave, aucune option. Par une série d'actions pilotes et les échanges qui y sont liés, nous visons donc la création d'opportunités qui « s'articulent » avec la société et « participent activement » à la société civile.

Le projet *Eureka* a pour objectif de rapprocher la politique du citoyen.ne, mais aussi de mieux les informer sur les valeurs liées à la démocratie. Pour ce faire, des projets pilotes très concrets sont lancés dans les trois régions concernées (Flandre, Wallonie et Hauts-de-France). Il s'agit toujours d'initiatives citoyennes dans lesquelles les citoyen.ne.s s'engagent activement. Les

Outre les projets, des formations sont également prévues pour un groupe cible vulnérable, qui dispose généralement d'un accès difficile aux formations ou aux sessions d'information classiques sur l'Europe et le sens de la citoyenneté active en Europe. Les formations sont très interactives et conçues en co-création. Les sessions portent essentiellement sur les valeurs démocratiques et les projets pilotes sont utilisés dans ce cadre comme outils permettant de concrétiser certaines choses

Enfin, un cours « *train the trainer* » est organisé pour des organisations externes, afin que les participant.e.s au projet puissent aussi être invité.e.s à être un.e « citoyen.ne actif.ve » en Europe. ●

Pour en savoir plus :
www.eureka-interreg.org

Le BAGIC à Liège

Parce que vous voulez donner à votre engagement des capacités de changement, le CIEP vous propose une formation à la coordination de projets culturels et socioculturels. Le BAGIC est une formation militante qui interroge le sens des pratiques socioculturelles et qui place la culture comme enjeu ci-

toyen, une formation qui allie co-construction des savoirs, réflexions théoriques, observations et pratiques expérimentales, une formation à destination d'animateur.rice travaillant dans une association d'éducation permanente, une organisation de jeunesse ou d'ainés, un Centre culturel, une association de quartier,...

Une nouvelle session BAGIC sera lancée en 2021-2023 sur Liège.



Infos pratiques :

Début de la formation : jeudi 14 et vendredi 15 octobre 2021 • Contacts : Francine Baillet • Mail : bagic@ciep.be
• Tél. : 02.246.38.41 • Coordination : Graziella Fortino • Mail : graziella.fortino@ciep.be

EN BREF

Patrick FELTESSE ♦ Conseiller socio-économique au MOC

Un cœur en commun. La belge histoire de la sécurité sociale

En dépit de son sous-titre, cette bande dessinée présente l'origine de la sécurité sociale en se focalisant sur le pacte social de 1944 et les péripéties de son accouchement. L'histoire ultérieure de la sécurité sociale, son essor, son extension à d'autres catégories socio-professionnelles, le développement de ses prestations, et les périls auxquels elle a été confrontée comme les crises économiques, les « assainissements budgétaires » et les assauts du néo-libéralisme, ne sont pas du tout évoqués. C'est pourtant une histoire tout aussi valeureuse qui aurait pu trouver une place libérée de tableaux peu utiles.

La BD remonte à la misère ouvrière qui a accompagné la révolution industrielle, ainsi que la répression des révoltes comme celle de 1886 (filmée par un propagandiste nazi mélangeant ainsi les époques...), la justice de classe, le vote censitaire, les œuvres caritatives « humiliantes » tandis qu'à *contrario*, les caisses de secours mutuels se sont multipliées. Les contro-

verses durant les années 30, puis pendant les pourparlers et les négociations du Comité ouvrier-patronal réuni pendant la Seconde Guerre mondiale dans la clandestinité, ponctuent l'album du début à la fin, donnant l'occasion d'introduire certaines notions. Ce Comité est présidé par Henri Fuss à la longue barbe blanche, omniprésent dans la BD. Ancien syndicaliste révolutionnaire et anarchiste au début du siècle, il avait, en 1936, proposé un système centralisé, puis remis un rapport sur le problème du chômage en 1938 et dirigé le Ministère du travail et de la prévoyance sociale après la guerre. Un compromis équilibré est recherché, traversé par les clivages de la société belge. Car il est nécessaire de trouver une majorité pour approuver l'accord après la guerre, ce qui sera obtenu à l'arraché car tous les acteurs y trouvent à redire¹. Son aboutissement est attribué dans la BD au « *gros bon sens belge* », à de la subtilité (tout de même !) et au renoncement à la révolution.



HARALD, *Un cœur en commun. La belge histoire de la sécurité sociale*, Éd. Delcourt, janvier 2020, réalisée en partenariat avec le CEPAG, la FGTB wallonne et Solidaris.

Le résultat de cette histoire est la sécurité sociale actuelle, illustrée dans des retours au présent, à travers l'histoire d'un couple qui donne naissance à un enfant qui doit être opéré du cœur. Le poids émotionnel pour les parents rend l'accessibilité financière des soins encore plus précieuse, grâce à la sécurité sociale et à la solidarité représentée par les cotisations. Ainsi, même celles et ceux qui n'ont pas encore beaucoup cotisé ont

déjà droit aux soins de santé ou à des allocations.

Le scénario empêche de s'ennuyer grâce à de courts tableaux qui se succèdent rapidement, obligeant à jongler avec les époques qui font office de rebondissements inattendus, et à des séquences qui suscitent l'étonnement, un peu comme dans un bon reportage du *Jardin extraordinaire* de la RTBF. Le suspense et l'attention sont ainsi habilement entretenus. De rares incises légèrement humoristiques aussi. Au Comité indécis, évoquant Lord Beveridge : « *On fait quoi ?* » « *Du thé !* ».

Le parti catholique et la CSC en prennent pour leur grade. On peut déplorer une association malheureuse dans la même bulle entre le syndicat chrétien « *Ou ce qu'il en reste. C'est-à-dire rien* » sous l'occupation, et « *Beaucoup de membres ont rejoint les collabos de l'UTMI* », syndicat instauré par l'occupant. Les catholiques « *d'ailleurs débordés par le mouvement ouvrier chrétien* » s'opposent à la cotisation obligatoire car ils font de la cotisation volontaire une question de morale : « *cotiser est vertueux* ». Les mutualités chrétiennes que la BD ne cite pas craignaient en réalité une rupture du lien entre les affilié.e.s et les organisations sociales via la centralisation de la perception des cotisations et une étatisation du système. Mais on salue la pression conjointe des syndicats catholiques et progressistes (ceci évite de signaler les divisions entre anarchistes, socialistes et communistes).

Au Comité ouvrier-patronal, on parle de simplifier, automatiser et unir les multiples caisses. Aujourd'hui aussi, harmonisation des régimes, uniformisation des prestations, automatisation des droits, universalisation, font partie des débats... mais aussi en sens inverse, la future 7^e réforme de l'État avec de nouveaux transferts de compétences. Aujourd'hui comme jadis, l'étatisation du système reste une crainte devant les velléités de réformes des structures.

Plus loin dans la BD, les membres du Comité sont représentés par des portraits assez ressemblants, tous des hommes, avec des nouveaux venus comme

Louis Major (député socialiste en 1946, Secrétaire général de la FGTB en 1952 et Ministre du travail et de l'emploi de 1968 à 1973), August Cool (Secrétaire général de la CSC depuis 1932, qui deviendra en 1946 Président) et Achille Van Acker (député à partir de 1927, Président du POB en 1944 et auteur de l'Arrêté-loi sur la sécurité sociale, premier ministre de 1954 à 1958). De quoi s'instruire sans moteur de recherche...

Le financement, les différentes branches et les assurés sociaux sont imagés par un arbre. La trouvaille pédagogique sert aussi à illustrer le fait que les prestations, en alimentant l'économie, nourrissent le système de la sécurité sociale, même si ici il manque des explications. Et nulle trace de critique du système productiviste.

Certaines notions citées ne sont pas expliquées, comme le régime de pension par capitalisation. On notera aussi quelques erreurs et approximations. Par exemple, la notion de risques sociaux traduite en « hasards de la vie » est introduite de façon originale par un alchimiste parlant d'une fleur, l'alchémille dont la rosée qu'elle accueille, entre dans

la composition d'un élixir promettant vie éternelle. Celle-ci, qualifiée de mythe, est opposée à la certitude de mourir un jour, qui elle-même contraste avec ces « hasards de la vie ». « *Ils te tombent dessus, sans distinction. Seigneurs ou manants. Riches ou pauvres* » poursuit l'alchimiste. Ce n'est pas tout à fait vrai, en effet les risques sociaux de chômage, d'atteinte à la santé, d'invalidité, d'accident de travail et de maladie professionnelle varient fortement selon le niveau social. Par ailleurs, « *Il faut aider les gens selon leurs besoins et non selon leurs moyens* » reprend-il. Or, les assurances sociales octroient des revenus de remplacement proportionnels au salaire perdu (sauf pour les forfaits) pour limiter la chute de revenu, avec des minimas et des plafonds, combinant assurance et solidarité. « *Le niveau de vie doit être indépendant des forces du marché. Donc on conserve son salaire, sans travailler* ».

La cotisation prélevée sur le salaire est appelée précompte, ce qui peut prêter à confusion vu que ce terme n'est utilisé couramment que pour les impôts.

La BD se termine par des « mercis » pour les interventions des différentes branches de la sécurité sociale. « *C'est une belle histoire que celle de la sécu, c'est l'histoire de toute une nation* », avec quelques accents chauvins.

« *Allons-nous réussir à passer le flambeau aux prochaines générations ?* ». Attention, car la postface décrit une sécurité sociale en proie à des prédateurs capitalistes utilisant des fake news sur le « *trou de la Sécu* », un État « *désormais néolibéral* » au service des plus riches, dans une « *guerre des classes* » aux armes nouvelles, qui risque de nous entraîner « *vers une forme d'esclavagisme moderne* ». De quoi plomber l'espoir d'un monde meilleur ! Est-ce la meilleure façon de mobiliser pour agir ensemble ? La BD elle-même en tout cas semble d'une formidable efficacité pour imprimer l'avènement de la sécurité sociale dans les mémoires. ●



& Reportage

1. Paul PALSTERMAN, « La sécurité sociale a 50 ans », *La Revue nouvelle* (en ligne) www.revue nouvelle.be/IMG/pdf/084-094_Palsterman.pdf

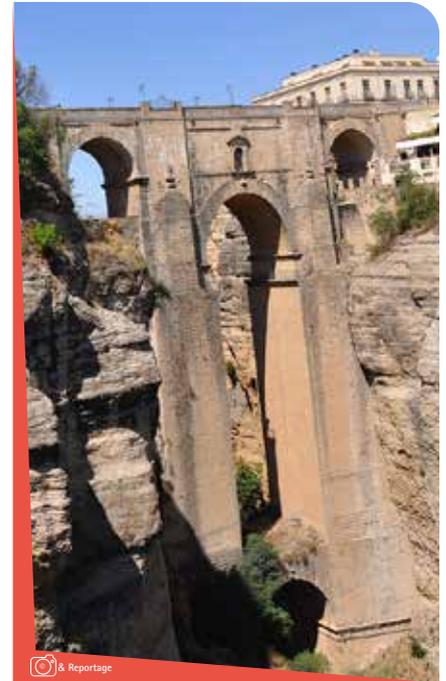
Vers une « vie normale » ?

Journée de réflexion du CEFOC

Après le choc du confinement, le slogan « *Pas de retour à l'anormal* » faisait parler de lui. Pour beaucoup, cette situation inédite était l'occasion de s'interroger sur le monde dans lequel nous vivons et celui que nous voulons. Un an et quelques mois plus tard, c'est plutôt le « retour à la vie normale » qui tient le haut de l'affiche. Quelles aspirations se cachent derrière cette expression ? Fondamentalement, est-ce qu'un retour à une vie « normale » est possible ou même souhaitable ? La pandémie nous amène à nous poser des questions sur le sens de notre propre vie comme sur les di-

rections à prendre pour (ré)orienter le projet de société. ●

Programme : Interventions de
 – Céline Nieuwenhuys (Secrétaire générale de la Fédération des services sociaux et ex-membre du GEES (groupe d'experts chargé de conseiller le gouvernement en début de pandémie)
 – Laura Rizzerio (professeure de Philosophie à l'Université de Namur)
 – Daniel Cauchy (membre du Collectif Terrestres (inspiré de Bruno Latour)
Date : 16 octobre de 9h30 à 16h30
Lieu : La Marlagne (Wépion-Namur)
Infos et inscription : CEFOC
www.cefoc.be/Vers-une-vie-normale



Reportage

Au travail ! Colonisateurs et colonisés au Congo belge : entre exploitation et résistance

Janvier 1957, la liberté syndicale est décrétée au Congo belge : un moment historique pour les défenseurs du progrès social surtout pour la Belgique, qui se présente comme un modèle de référence en matière sociale dans les colonies. Un arbre jonché de discours

humanistes et coloré de propagande coloniale appelant au progrès et à l'amélioration du bien-être des Congolais, qui cache une grande forêt aux contours nettement moins reluisants. En effet, depuis la création de l'État Indépendant du Congo en 1885, le travail forcé, les brimades, les discriminations, sont le lot quotidien des Congolais, au travail. En fait, les profondes inégalités économiques et sociales, tolérées, voire encouragées par l'État colonial, demeurent une constante tout au long de l'histoire du Congo belge. Elles ont brisé des populations et des vies entières.

Cet essai historique rédigé par Pierre Tilly appréhende une facette peu connue des liens entre la RDC et la Belgique en posant les principaux jalons de cette histoire du monde du travail et ses acteurs dans toute sa complexité, ses failles, ses faiblesses et ses évolutions, depuis la fin du XIX^e siècle jusque dans les années 1960. L'historien explore les conditions de travail, les formes que celui-ci revêt,

ainsi que les implications de l'oppression et l'exploitation coloniale sur les structures sociales des sociétés congolaises. Il nous rappelle aussi combien la colonisation belge, loin de la mission civilisatrice qu'elle prétendait être, fut avant tout une entreprise visant l'accumulation du capital, au profit de la métropole et principalement de ses classes possédantes. Il démontre également que les tentatives de reproduction du modèle social belge furent importantes et laissent encore des traces dans des lois, arrêtés et dispositifs légaux actuels. Prendre la mesure de ces tentatives de transposition permet d'évaluer les impacts sur les blocages et les potentiels actuels.

Entre exploitations et résistances, les colonisateurs et les colonisés interagissent pour donner une profondeur à la fois humaine et tragique à cette histoire. ●



Au travail !
 Colonisateurs et colonisés
 au Congo belge :
 entre exploitations et résistances

Pierre Tilly

Carhop

En octobre 2021, le numéro 15 de la revue « Dynamiques » sera consacré au « Travail et conditions de travail en RD Congo hier et aujourd'hui »
Infos : www.carhop.be
 CARHOP Tél. : 067.48.58.61
 Mail: info@carhop.be

2021 Dates à épingler

ALES COMMUNES AU LUXEMBOURG

Cette année, l'Observatoire politique, lieu de débat citoyen et politique en Province de Luxembourg, se penchera sur le pouvoir communal.

Programme :

04 octobre 2021 : Les compétences communales : hier, aujourd'hui et demain ?

25 octobre 2021 : C'est quoi s'investir en politique aujourd'hui ?

29 novembre 2021 : Participation citoyenne à l'échelle communale : quelle est la place laissée au citoyen ?

20 décembre 2021 : Participation citoyenne à l'échelle communale : quelle est la place prise par le citoyen ?

Lieu : CSC Luxembourg (Rue Pietro Ferrero, 1 à 6700 Arlon)

Infos : CIEP-MOC du Luxembourg Philippe Jungers Tél. : 063/21 87 33 Mail : p.jungers@mocluxembourg.be www.mocluxembourg.be

ANIMATION DE GROUPE : DE L'ÉCOUTE INDIVIDUELLE À L'INTELLIGENCE COLLECTIVE

Public : professionnel.le.s des secteurs associatif et non-marchand

Dates : 5, 8 et 19 octobre 2021

Lieu : Bruxelles

Informations et inscriptions : CESEP Catherine Léonard Mail : Catherine.leonard@cesep.be

RADICALISMES, EXTRÉMISMES, POLARISATION

Programme :

7 octobre 2021 (9h30 à 12h00) : Ressources et appui pour la prévention des radicalismes violents

7 octobre 2021 (13h00 à 16h30) : État des lieux et gestion de la radicalisation violente en Belgique

8 et 15 octobre 2021 (9h15 à 13h00) : Médiation interculturelle comme outil de prévention

8 octobre 2021 (13h30 à 16h30) : Réflexion sur la prise en charge et le travail de désengagement des mineurs

14 octobre 2021 (10h00 à 16h00) : Comprendre et combattre les orientations extrémistes

19 octobre 2021 (9h30 à 12h30) : Terrorisme, radicalismes et Islam politique : quand l'émotion l'emporte sur la raison

19 octobre 2021 (13h30 à 16h30) : L'Islam, de sa naissance à aujourd'hui

28 et 29 octobre 2021 (9h00 à 16h30) : Des faits, pas des Fakes !

26 novembre 2021 (9h30 à 12h30) : Sensibilisation et détection du radicalisme violent

Les modules peuvent être suivis séparément ou dans leur entièreté.

Infos et inscription : CRIPEL www.cripel.be

CHOISIR LA TRANSITION : DES IDÉES AUX ACTES I

Pour ce Forum RivEspérance, les participant.e.s réfléchiront aux défis de notre monde en mutation pendant deux journées. Au programme : rencontres, conférences, ateliers, village associatif, temps de rencontre et temps festif.

Date : 8 et 9 octobre 2021

Lieu : Aula Magna à Louvain-la-Neuve

Programme et inscription : www.rivesperance.be

COMBATTRE LES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES : LE RÔLE DES FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP

Conférence virtuelle

Date : 8 octobre 2021 de 9h30 à 16h30

Infos : Garance asbl www.garance.be

Inscription : Mail : tilgarance@gmail.com
www.eventbrite.com/e/inscription-combattre-les-violences-envers-les-femmes-en-situation-de-handicap-169595214853

TRAVAIL DÉCENT : RÊVE OU RÉALITÉ ?

Conférence-débat

Dans le monde, 3 personnes sur 4 ne peuvent pas vivre dignement de leur travail. Le travail décent et la protection sociale ne sont pourtant pas des privilèges, ce sont des droits humains. Le travail décent ne devrait-il donc pas être intégré partout ? Quelles sont les initiatives mises en œuvre par la Belgique et l'Europe pour ce droit ? Comment les mouvements sociaux travaillent-ils autour de ce droit ?

Intervention de Luc Cortebecq (président du Groupe travailleurs à l'OIT).

Date : 11 octobre 2021 de 18h00 à 21h00

Lieu : Tour à Plomb (Rue de l'Abattoir, 24 - 1000 Bruxelles)

Infos : [WSM pieter-jan.derveaux@wsm.be](mailto:WSM.pieter-jan.derveaux@wsm.be)
Justice et Paix Claire Mathot

Mail : claire.mathot@justicepaix.be

COMMENT ENSEIGNER LE PASSÉ COLONIAL À L'ÉCOLE ?

Formation gratuite organisée par le CNCD-11.11.11 avec l'AfricaMuseum

Date : 20 octobre 2021

Infos et inscription : www.africamuseum.be/fr/learn/formation-cncd-20211021

FESTIVAL DES LIBERTÉS

Au programme, films, débat, concert et théâtre

Dates : du 21 au 30 octobre 2021

Lieu : Théâtre national (Bruxelles)

Programme et infos : www.festivaldeslibertes.be

ARRÊT SUR IMAGE À BASTOGNE

28 octobre 2021 : Héritage social de Woodstock
25 novembre 2021 : Décolonisation du patrimoine
16 décembre 2021 : L'importance des rites

Lieu : Mutualité Chrétienne de Bastogne

(rue Pierre Thomas, 10 6600 Bastogne)

Infos : CIEP-MOC Luxembourg Tél. : 063/21 87 28

Mail : t.gilacamos@mocluxembourg.be

www.mocluxembourg.be/

SILENCE, ON TOURNE !

Formation vidéo et multimédia gratuite

Destinée à des personnes en recherche d'emploi, cette formation propose de découvrir les nouveaux métiers du numérique tout en acquérant la maîtrise de différents outils et techniques informatiques et multimédias (montage auto-visuel, reportage vidéo, initiation au code). Résolument pratique, elle se compose de différents ateliers où les participant.e.s réalisent leurs propres productions.

Dates : du lundi 8 novembre au mardi 21 décembre 2021

Lieu : CESEP (rue du géant 8 1400 Nivelles)

Informations et inscription : CESEP Catherine Léonard Mail : catherine.leonard@cesep.be

RENCONTRES AUTOUR DES DROITS CULTURELS

Dates : les 16 et 17 novembre 2021

Infos : Culture et démocratie

Mail : morgane@cultureetdemocratie.be

FORUM AFRIQUE-BELGIQUE SOLIDAIRE

Cette année, le Forum se consacrera à *La santé, l'affaire de tous ?*, avec des ateliers, des conférences et un focus sur la solidarité internationale.

Date : 4 décembre 2021 de 10h00 à 18h30

Lieu : Tour à Plomb (Rue de l'Abattoir, 24 - 1000 Bruxelles)

Infos : Mutualité chrétienne de Bruxelles

Tél. : 02/501.51 96 Mail : cooperation.bxl@mc.be

FORMATION À LA CITOYENNETÉ

Le CIEP Verviers propose une formation gratuite co-constructive en citoyenneté axée sur trois dimensions : compréhension de la Belgique et de l'Europe ; réflexion sur leurs impacts dans notre vie quotidienne ; discussion, rencontre et débat. Elle vise à donner aux participant.e.s les clés de compréhension du fonctionnement et de l'organisation de la société belge, le but étant leur émancipation et leur participation citoyenne à la vie en Belgique.

Public : toutes personnes maîtrisant suffisamment le français (niveau A2). Priorité aux personnes en parcours d'intégration.

Dates : Du 28 septembre au 14 décembre 2021 - Les mardis et jeudis (17h30 - 20h30)

Lieu : CIEP Verviers (25, rue du Palais - 4800 Verviers)

Infos et inscription : CIEP-MOC de Liège Rosemarie Onkelinx Tél. : 0484/30 74 64

Mail : onkelinx@mocliege.org

A noter dans mon agenda

Centres régionaux



BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25 - 1400
Nivelles • 067.21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000
Bruxelles • 02.557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000
Charleroi • 071.31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590
Ciney • 083.21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:

rue du Marché, 6 - 7100
La Louvière • 064.23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000
Mons 065.35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:

av. des États-Unis, 10 Bte 8 - 7500
Tournai • 069.88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800
Ath • 068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700
Mouscron • 056.33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:

rue St-Gilles, 29 - 4000
Liège • 04.232.61.61

Huy:

av. Albert 1^{er}, 6 - 4500
Huy 085.21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700
Arlon • 063.21.87.33

NAMUR

Centre L'Illon - rue des Tanneries, 1 5000
Namur • 081.22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800
Verviers • 087.33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19 - 4700
Eupen • 087.59.46.30



& Reportage



& Reportage

« *Il suffit de passer le pont* » chantait Brassens, et sur l'autre rive, l'autre versant, l'aventure est là. De bois ou d'Avignon, pont Mirabeau ou sur eaux troubles, le pont a inspiré les poètes ; c'est la rêverie surplombant le fleuve, la promesse d'un ailleurs quand on l'a franchi. Ouvrages d'art aux arches usées par les ans, viaducs s'élançant par-dessus les vallées sur leurs jambes interminables, passerelles métalliques dont le grincement se mêle aux grondements du torrent, routes légères suspendues à leurs haubans d'acier comme un défi à l'océan ou même barres de béton sur l'autoroute : indispensables ponts qu'on a vu quelquefois, dans la tragique actualité de l'été, emportés par des eaux déchainées mais qui seront reconstruits, plus solides et plus forts.

Et si couper les ponts empêche tout retour en arrière, on peut, à l'inverse, toujours en bâtir entre les cultures pour aller vers l'Autre, celui ou celle qui parfois, invisible, dort sous ses voûtes...

Françoise Laurent